



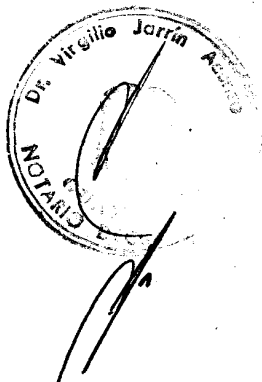
SEÑOR NOTARIO DÉCIMO TERCERO DE GUAYAQUIL:

Ab. ROXANA AGUIRRE AVILÉS, a usted solicito que, conforme a las disposiciones de la Ley Notarial, se sirva protocolizar en el registro a su cargo, los documentos que a continuación detallo, relacionados con la apertura de una sucursal en Ecuador, de la compañía de nacionalidad francesa SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique:

1. Estatuto de SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique, debidamente apostillado;
2. Extracto del Registro Mercantil y de Sociedades de SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique, debidamente apostillado;
3. Poder especial que otorga SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique, a favor de la compañía PBP REPRESENTACIONES CIA. LTDA., debidamente apostillado;
4. Nombramiento, cédula de ciudadanía y certificado de votación del Gerente de la compañía PBP REPRESENTACIONES CIA. LTDA., señor Carlos Salazar Toscano;
5. Extractos de las resoluciones del Consejo de Administración de SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique, adoptadas en sesiones del 9 y 30 de marzo de 2011; y,
6. Certificado de la cuenta de integración de capital emitido por el Banco Bolivariano C.A.

Señor Notario,

Ab. ROXANA AGUIRRE AVILÉS
Registro No. 8.282



SADE - Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 13 388 150 euros

Siège Social : 28, rue de La Baume - 75008 PARIS

562 077 503 RCS PARIS



STATUTS

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE - OBJET - SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1 - FORME

La présente Société est de forme anonyme. Elle est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION SOCIALE

La Société est dénommée **SADE - Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique** qui peut être résumée par le nom **SADE**.

Article 3 - OBJET

La Société a pour objet en FRANCE et en tous pays :

toutes entreprises de traitement et de distribution d'eau, d'évacuation et d'épuration d'eaux usées et pluviales, d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères, et généralement toutes entreprises relatives à la gestion de services publics sous quelque forme que ce soit, tous travaux publics et privés, toutes prestations de service spécialement relatifs à l'eau, au gaz, à l'électricité, à tous fluides, aux télécommunications ou autres,

et généralement toutes opérations mobilières et immobilières financières, commerciales et industrielles, y compris celles d'importation et d'exportation de tous matériels et matériaux, pouvant se rattacher directement ou indirectement à ces activités.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

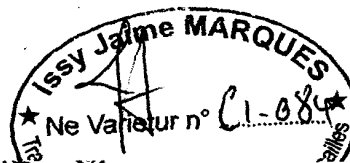
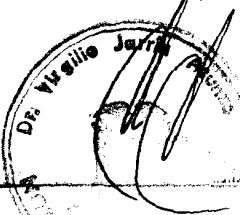
Le siège social est fixé : **28, rue de La Baume - 75008 PARIS**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par décision du Conseil d'administration, soumise à la ratification de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire.

Le Conseil d'administration peut créer en FRANCE et en tous autres pays, partout où il le jugera utile, des succursales, bureaux, agences ou représentations.

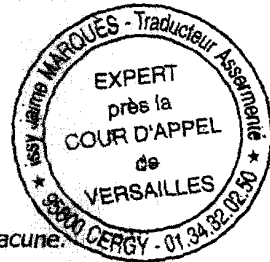
Article 5 - DUREE

La date d'expiration de la Société est fixée au 28 juin 2017, sauf prorogation ou dissolution anticipée.



TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS



Article 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 13 388 150 euros et divisé en 267 763 actions de 50 euros chacune.

Article 7 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit sur décision de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires dans les conditions fixées par la loi.

L'Assemblée peut conformément aux dispositions légales, déléguer au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à cet effet.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas de réduction du capital pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, les actionnaires doivent faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de droits nécessaires.

Article 8 - ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées lors de la souscription du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est appelé dans le délai maximum de cinq ans par le Conseil d'administration.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires au moins vingt jours à l'avance soit par une insertion dans une journal d'annonces légales du lieu du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

Tout versement en retard sur les actions porte de plein droit et sans mise en demeure préalable, un intérêt en faveur de la Société, calculé au taux légal en matière commerciale, majoré de trois points à partir du jour de l'exigibilité.

Les actions sont nominatives. Elles font l'objet d'inscription en compte, conformément à la législation relative à la dématérialisation des titres, sous réserve des dispositions transitoires prévues par cette réglementation.

Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, en ce qui concerne notamment les actions non libérées des versements exigibles.

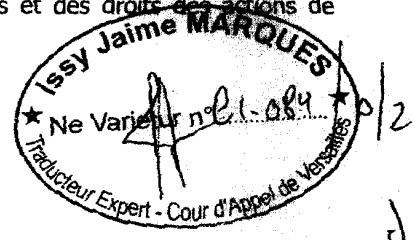
La propriété d'une action entraîne, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'Assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe.

A chaque action est attaché le droit de participer dans les conditions fixées par la loi et par les présents statuts, aux Assemblées générales et au vote des résolutions.

Le droit de vote attaché à l'action appartient le cas échéant au nu-propriétaire dans toutes les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Chacune donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions existantes, compte tenu du montant nominal des actions et des droits des actions de catégories différentes.



Toutes les actions qui composent ou composeront le capital social seront fiscalement assimilées. En conséquence, toute action donnera droit en cours de Société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette dans toute répartition ou tout remboursement, en sorte qu'il sera fait masse, le cas échéant, entre toutes les actions indistinctement, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations auxquelles cette répartition ou ce remboursement pourra donner lieu, compte tenu du montant nominal de chaque action.

Les actionnaires ne supportent les pertes de la Société qu'à concurrence de leurs apports.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun régulier.

Les héritiers, représentants ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés ou exercer des poursuites sur les biens et valeurs de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées générales.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Chapitre I

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Article 9 - COMPOSITION DU CONSEIL – NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de quatorze membres au plus, nommés pour une durée maximum de 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Une personne morale peut être nommée Administrateur mais elle doit, lors de sa nomination, désigner une personne physique qui sera son représentant permanent au sein du Conseil d'administration. Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale Administrateur, et doit être confirmé lors de chaque renouvellement.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement et de notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Administrateur.

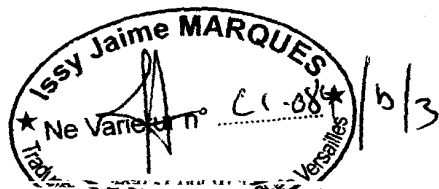
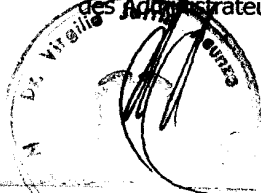
En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'Administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre des Administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les Administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les Administrateurs sont indéfiniment rééligibles, sous réserve des dispositions ci-après relatives aux limites d'âge.

A l'issue de chaque Assemblée générale ordinaire annuelle, le nombre des Administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans à la date de clôture de l'exercice sur les comptes duquel statue l'Assemblée ne peut être supérieur au tiers des Administrateurs en fonction.



Lorsque cette limitation se trouve dépassée, compte tenu, le cas échéant, des nominations de nouveaux Administrateurs décidées par l'Assemblée, les Administrateurs les plus âgés sont, en tant que démissionnaires d'office à l'issue de l'Assemblée.

Toutefois, lorsqu'un Administrateur atteint par cette mesure a exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de Président ou de Directeur général, son mandat se poursuit et peut éventuellement être renouvelé. En cas de pluralité d'Administrateurs pouvant se prévaloir de cette disposition exceptionnelle, elle ne joue qu'en faveur du moins âgé. Le nombre limite des Administrateurs âgés de plus de 70 ans est augmenté d'une unité pendant la période où le mandat d'un Administrateur est prorogé ou renouvelé dans ces conditions particulières.

En tout état de cause, les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il atteint l'âge de 76 ans, cet âge limite étant toutefois porté à 78 ans si l'Administrateur a exercé pendant 5 ans au moins les fonctions de Président ou de Directeur général.

Les représentants permanents des personnes morales Administrateurs sont pris en compte suivant leur âge, dans le calcul du tiers du Conseil.

Lorsqu'un représentant permanent se trouve atteint par les dispositions ci-dessus relatives à la démission d'office, la Société Administrateur est réputée elle-même démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, sauf désignation d'un nouveau représentant permanent notifiée à la Société avant l'Assemblée.

Chaque Administrateur doit être propriétaire d'UNE (1) action au moins, pendant la durée de son mandat.

Si, au jour de sa nomination, il n'est pas actionnaire ou si, au cours de son mandat, il cesse de l'être, il doit régulariser sa situation dans le délai de trois mois sous peine d'être réputé démissionnaire d'office.

Article 10 - ORGANISATION ET DELIBERATIONS DU CONSEIL

1 – Le Président

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président qui doit être une personne physique, détermine sa rémunération et fixe la durée de ses fonctions, laquelle ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur. Les fonctions du Président prennent fin, dans tous les cas, au plus tard, à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de soixante-sept ans. Toutefois le Conseil d'administration, dans la réunion qui suit cette Assemblée, peut, en une ou plusieurs fois, proroger cette limite pour une durée totale qui ne peut dépasser trois années.

Sous réserve de ces dispositions, le Président est toujours rééligible.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès de celui-ci, le Conseil d'administration peut déléguer un Administrateur dans les fonctions de Président et éventuellement, lui allouer une rémunération. En cas d'empêchement temporaire, la délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Le Conseil peut, s'il le juge utile, nommer en outre un vice-Président chargé de présider les séances du Conseil et les Assemblées générales en l'absence du Président.

Il peut désigner également un secrétaire choisi ou non parmi ses membres.

2 – Délibérations du Conseil

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou de l'Administrateur délégué dans les fonctions de celui-ci.

Le Directeur général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, des Administrateurs représentant le tiers au moins de ses membres peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, prendre l'initiative de la convocation.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation. Elles sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou l'Administrateur délégué dans ces fonctions, ou à défaut, par le vice-Président ou par un Administrateur choisi par le Conseil.

Tout Administrateur peut donner à un autre Administrateur, même par lettre ou télégramme, le pouvoir de le représenter et de voter en son lieu et place aux délibérations du Conseil pour une séance déterminée. Toutefois, un Administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

Il est tenu au siège social un registre de présence qui est signé par tous les Administrateurs participant à la séance.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Toutefois, lorsque deux Administrateurs seulement sont présents les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé, ou sur des feuilles mobiles, numérotées et paraphées sans discontinuité.

Ces procès-verbaux sont signés par le Président de séance et un Administrateur ; en cas d'empêchement du Président de séance, ils sont signés par deux Administrateurs.

Il est suffisamment justifié du nombre des Administrateurs en exercice et de leur présence ou leur représentation, par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, un Directeur général délégué, l'Administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président, le secrétaire du Conseil, ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Au cours de la liquidation de la Société, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Article 11 - POUVOIRS DU CONSEIL D' ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

En outre, le Conseil peut conférer à l'un de ses membres ou à des tiers actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés, avec ou sans faculté, pour les mandataires, de consentir eux-mêmes toutes substitutions totales ou partielles.

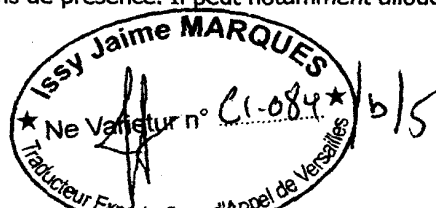
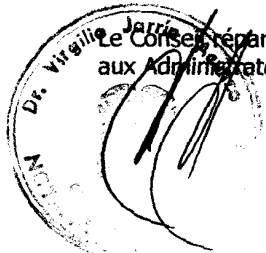
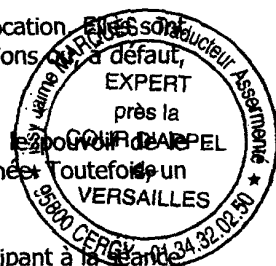
Le Conseil d'administration peut aussi décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou le Président soumet pour avis à leur examen.

Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée générale et exécute ses décisions. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Article 12 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Les Administrateurs reçoivent, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est déterminé par l'Assemblée générale.

Le Conseil répartit librement entre ses membres le montant de ces jetons de présence. Il peut notamment allouer aux Administrateurs, membres des comités, une part supérieure.



Il peut aussi allouer des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des Administrateurs. Ces rémunérations sont soumises aux dispositions légales relatives aux conventions sujettes à autorisation préalable du Conseil d'administration.

Chapitre II **DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ**



Article 13 - DIRECTION GÉNÉRALE

1 - Modalités d'exercice de la direction générale

La direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration lors de la désignation de son Président ; la décision est prise à la majorité des Administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers en sont informés dans les conditions réglementaires.

L'option retenue par le Conseil d'administration ne peut être remise en cause que lors du renouvellement ou du remplacement du Président du Conseil d'administration, ou à l'expiration du mandat du Directeur général.

Le changement de modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

2 - Nomination – Révocation

Lorsque la direction générale est assumée par le Président du Conseil d'administration, celui-ci porte alors le titre de Président Directeur général ; lorsqu'elle est assumée par une autre personne physique, celle-ci porte le titre de Directeur général.

Lorsque la direction générale est assumée par le Président du Conseil, les dispositions qui suivent, relatives au Directeur général, lui sont applicables.

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général, il procède à la nomination du Directeur général, détermine sa rémunération, le cas échéant les limitations de ses pouvoirs et fixe la durée de son mandat qui ne peut excéder celle du mandat du Président.

Dans tous les cas, la durée du mandat du Directeur général prend fin au plus tard à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de soixante-cinq ans. Toutefois le Conseil d'administration peut, en une ou plusieurs fois proroger cette limite pour une durée totale qui ne peut dépasser trois années.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

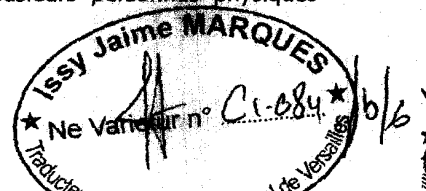
3 - Pouvoirs

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

4 - Directeurs généraux délégués

Sur proposition du Directeur général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.



Le nombre maximum de Directeurs généraux délégués est fixé à 3.

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués. Il détermine leur rémunération.

Les Directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

Les fonctions des Directeurs généraux délégués prennent fin au plus tard à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans. Toutefois, le Conseil d'administration peut, en une ou plusieurs fois, proroger cette limite pour une durée totale qui ne peut excéder trois années.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur général, les Directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur général.



Article 14 - SIGNATURE SOCIALE

Tous actes et engagements concernant la Société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement faits par le Président, ou le cas échéant, par l'Administrateur remplissant provisoirement les fonctions de Président, ou par le Directeur général ou par un Directeur général délégué, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs.

Chapitre III **CONTROLE DE LA SOCIETE**

Article 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et par un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, qui sont nommés et exercent leur mission conformément à la Loi

TITRE IV **-----** **ASSEMBLEES GENERALES**

Chapitre I **DISPOSITIONS GENERALES**

Article 16

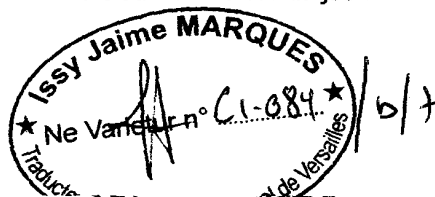
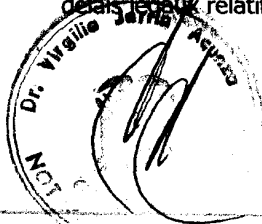
L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

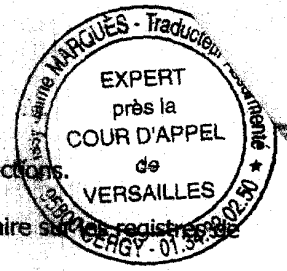
Les actionnaires sont réunis chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, en Assemblée générale ordinaire.

Des Assemblées générales, soit ordinaires réunies extraordinairement, soit extraordinaires, peuvent, en outre, être convoquées à toute époque de l'année.

Les convocations ont lieu quinze jours francs au moins avant la date prévue pour la réunion de l'Assemblée. Ce délai est réduit à six jours francs pour les Assemblées générales réunies sur deuxième convocation et pour les Assemblées prorogées.

Les convocations sont faites par lettre ordinaire adressée à chaque actionnaire, ou, sur la demande de celui-ci, à ses frais, par lettre recommandée, le tout indépendamment des avis préalables aux actionnaires dans les formes et délais légaux relatifs à leurs demandes éventuelles d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour.





L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Le droit de participer aux Assemblées est subordonnée à l'inscription en compte de l'actionnaire sur le registre de la Société.

Le délai au cours duquel cette formalité doit être accomplie expire cinq jours francs avant la date de réunion de l'Assemblée. Toutefois, le Conseil d'administration aura toujours, si bon lui semble, la faculté de réduire ce délai par voie de mesure générale.

Les titulaires d'actions sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de 30 jours francs à compter de la mise en demeure effectuée par la Société, ne peuvent être admis aux Assemblées. Ces actions sont déduites pour le calcul du quorum.

Les actionnaires désirant voter par correspondance doivent adresser leur bulletin de vote dans les conditions prévues par la loi et les règlements de telle sorte que la Société puisse en accuser réception trois jours au moins avant la date de l'Assemblée, faute de quoi ce bulletin ne pourra pas être pris en considération.

Article 17 - TENUE DES ASSEMBLEES

Les Assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

A défaut, elles peuvent être également convoquées :

1 - Par les Commissaires aux comptes.

2 - Par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou de plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sous réserve de l'application aux Assemblées générales à caractère constitutif, des dispositions y relatives.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration, ou, en son absence, par le vice-Président ou, à leur défaut, par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil ; à défaut l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'ordre du jour est arrêté en principe par l'auteur de la convocation.

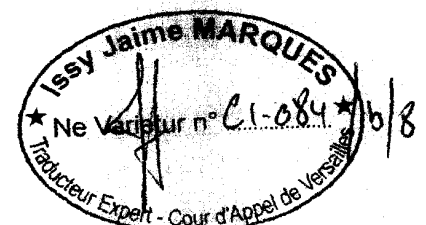
Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dûment émargée par les participants et certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, coté et paraphé, tenu au siège social, ou sur des feuilles mobiles numérotées et paraphées sans discontinuité.

Ces procès-verbaux sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'administration ou par un Administrateur exerçant les fonctions de Directeur général, ou encore par le secrétaire de l'Assemblée.



Chapitre II
ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES



Article 18 - QUORUM ET MAJORITE

L'Assemblée générale ordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, la délibération est valable quel que soit le nombre d'actions représentées.
Les délibérations sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Article 19 - POUVOIRS

L'Assemblée générale ordinaire entend les rapports du Conseil d'administration et du ou des Commissaires aux comptes ; elle prend également connaissance des comptes annuels.

L'Assemblée discute, approuve, redresse ou rejette ces comptes.

Elle statue sur la répartition et l'affectation des bénéfices.

Elle a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende - ou d'acomptes sur dividende - mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions.

Elle détermine le montant des jetons de présence.

Elle nomme, remplace, réélit ou révoque les Administrateurs. Elle ratifie les nominations d'Administrateurs faites provisoirement, par le Conseil d'administration.

Elle nomme, les Commissaires aux comptes et statue sur leur rapport spécial.

Elle autorise tous emprunts par voie d'obligations non convertibles ni échangeables, ni émises avec bons de souscription d'actions et la constitution de sûretés particulières à leur conférer.

Elle délibère sur toutes propositions qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Assemblée générale extraordinaire.

Chapitre III
ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

Article 20 - POUVOIRS

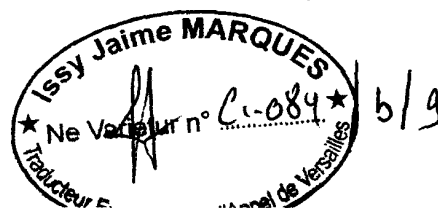
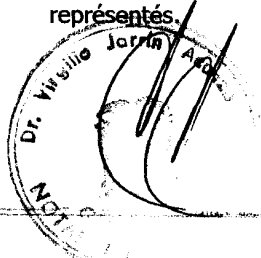
L'Assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, de même qu'elle peut décider la transformation de la Société en une Société de toute autre forme.

Elle ne peut, en aucun cas, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires augmenter les engagements de ceux ci, ni porter atteinte à l'égalité de leurs droits.

Article 21 - QUORUM ET MAJORITE

1 - L'Assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation, la moitié des actions ayant le droit de vote, ou sur deuxième convocation, ainsi qu'en cas de prorogation de la seconde Assemblée, le quart des dites actions.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.



2 - S'il s'agit de décider ou d'autoriser le Conseil d'administration à réaliser l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le quorum nécessaire n'est que du quart sur première convocation. La délibération est valable sur seconde convocation quel que soit le nombre des actions représentées.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

3 - L'augmentation du capital par majoration du montant nominal des actions à libérer en espèces ou par compensation, ne peut être décidée qu'à l'unanimité des actionnaires réunissant la totalité des actions composant le capital.

Chapitre IV **ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE CONSTITUTIF**



Article 22 - QUORUM ET MAJORITE

Les Assemblées générales à caractère constitutif statuant sur un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier délibèrent valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées générales extraordinaires sous l'article précédent.

Chaque participant dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions dont il est titulaire. Le mandataire dispose, dans les mêmes conditions, des voix de son mandant.

L'apporteur ou le bénéficiaire de l'avantage particulier n'a voix délibérative ni pour lui même, ni comme mandataire. Ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

TITRE V **-----** **COMPTES SOCIAUX**

Article 23 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Article 24 - DOCUMENTS COMPTABLES

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Un état des cautionnements, avals et garanties ainsi que des sûretés donnés par la Société est annexé au bilan.

Un inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille à la clôture de l'exercice est annexé aux comptes annuels.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Ce rapport rend compte également de l'activité et des résultats de l'ensemble de la Société et, s'il y a lieu, des filiales par branche d'activité.





Article 25 – BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 26 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée générale, ou, à défaut, par le Conseil d'administration.

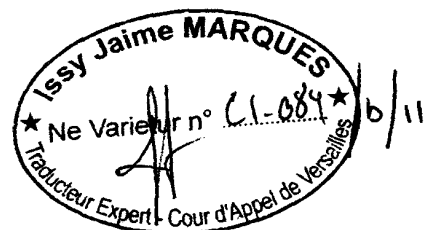
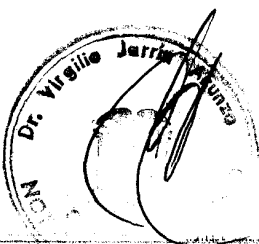
La mise en paiement des dividendes en numéraires doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

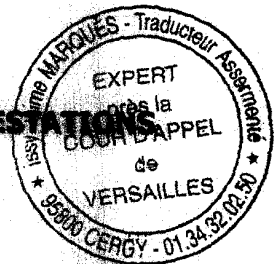
L'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'Assemblée générale, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de ladite Assemblée générale.



TITRE VI

DISSOLUTION - PROROGATION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS



Article 27 - DISSOLUTION ANTICIPEE - PROROGATION

L'Assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la Société et, à l'expiration de celle-ci, sa prorogation.

Un an au moins avant l'expiration de la durée de la Société, le Conseil d'administration provoque la réunion d'une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

Article 28 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par l'Assemblée générale est publiée conformément à la loi.

Article 29 - LIQUIDATION

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des Administrateurs.

Pendant toute la durée de la liquidation, l'Assemblée générale conserve les mêmes pouvoirs.

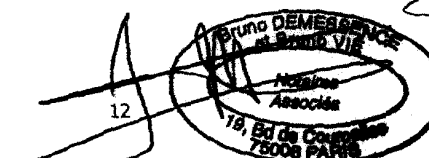
Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation : celle-ci est publiée conformément à la loi.

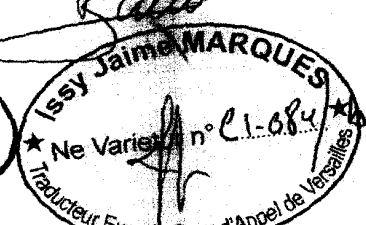
Article 30 - CONTESTATIONS

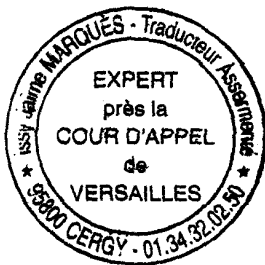
Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

L'un des notaires associés soussigné de la Société Civile Professionnelle, titulaire d'un Office Notarial à PARIS (8^e arrondissement) 19, boulevard de Courcelles, dont le sceau figure sur la présente, certifie véritable la signature de (s) *Mr BRUGO KLIEBER* apposée ci-contre A Paris, le 7 Mars 2011.



Certifiés Conformes





APOSTILLE
(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française

Le présent acte public

2. a été signé par... V.E.

3. agissant en qualité de... Notaire

4. est revêtu du sceau/timbre de... Son étude

Attesté

5. A Paris

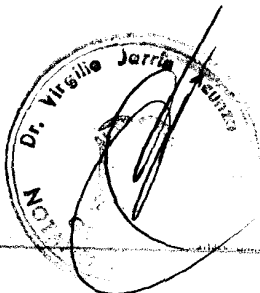
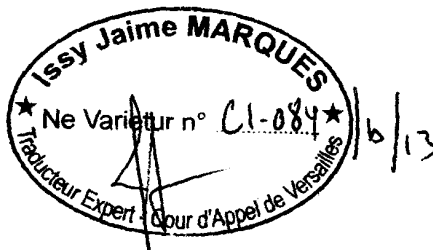
6. le... 21.03.2011

7. par le Procureur général près la Cour d'Appel de Paris [Signature]

8. sous n° 17902

9. Sceau : **Jean MARTIN**
Avocat général

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"



TÍTULO II

CAPITAL SOCIAL - ACCIONES



Artículo 6 - CAPITAL SOCIAL

El capital social es de 13 388 150 euros y el mismo está dividido en 267 763 acciones de 50 euros cada una.

Artículo 7 - MODIFICACIÓN DEL CAPITAL SOCIAL

El capital social puede ser ampliado o reducido en virtud de un acuerdo de la Junta General Extraordinaria de los accionistas con arreglo a los requisitos establecidos por Ley.

La Junta puede, de conformidad con las disposiciones legales, delegar en el Consejo de Administración los poderes necesarios al efecto.

Cada vez que sea necesario poseer varias acciones para ejercitar un derecho cualquiera, en especial en caso de reducción del capital por cualquier causa y de cualquier manera que sea, los accionistas deben ocuparse personalmente del agrupamiento y, llegado el caso, de la compra o de la venta del número de acciones o de derechos necesarios.

Artículo 8 - ACCIONES

En el momento de la suscripción, las acciones suscritas en numerario han de ser obligatoriamente desembolsadas de al menos la cuarta parte de su valor nominal y, en su caso, de la totalidad de la prima de emisión. El remanente será objeto de una petición dentro de un plazo máximo de cinco años por parte del Consejo de Administración.

Las peticiones de fondos se dan a conocer a los accionistas al menos con veinte días de anterioridad, bien sea mediante un anuncio en un periódico de edictos del lugar del domicilio social, sea mediante carta certificada dirigida a cada accionista.

Cualquier pago atrasado sobre las acciones devenga de pleno derecho y sin previa intimación, un interés a favor de la Sociedad, calculado al tipo legal en materia comercial, incrementada de tres puntos a partir del día de la exigibilidad.

Las acciones son nominativas. Las mismas son objeto de una inscripción en cuenta, conforme a la legislación referente a la desmaterialización de los títulos, con salvedad de las disposiciones transitorias establecidas por dicha normativa.

Las acciones son libremente negociables, salvo disposiciones legislativas o reglamentarias en contrario, con respecto, en particular, a las acciones no liberadas de los abonos exigibles.

La titularidad de una acción conlleva, de pleno derecho, la adhesión a los estatutos y a los acuerdos de la Junta General.

Los derechos y obligaciones vinculados a la acción siguen el título, cuales sean las manos en que pase.

A cada acción está vinculado el derecho de participar, con arreglo a los requisitos establecidos por Ley y por los presentes estatutos, a las Juntas Generales y a la votación de los acuerdos.

El derecho de voto vinculado a la acción le corresponde, en su caso, al nudo propietario en todas las Juntas Generales Ordinarias y Extraordinarias.

Cada acción da derecho, en la propiedad del activo social y en el reparto de los beneficios, a una parte proporcional al número de acciones existentes, habida cuenta del monto nominal de las acciones y de los derechos de las distintas categorías.



Todas las acciones que integran o integrarán el capital social serán fiscalmente asimiladas. En consecuencia, cualquier acción dará derecho durante la existencia de la Sociedad como en caso de liquidación de la misma, al pago de la misma cantidad neta en cualquier reparto o reembolso, de tal forma que se hará masa, en su caso, entre todas las acciones indistintamente, de cualquier exoneración fiscal como de cualquier imposición a las cuales dicho reparto o reembolso podrá dar lugar, teniendo en consideración el monto nominal de cada acción.

Los accionistas sólo soportan las pérdidas de la Sociedad hasta por el importe de sus aportaciones.

Las acciones son indivisibles para con la Sociedad; todos los copropietarios indivisos de acciones son representados ante la Sociedad por uno solo de entre ellos o por un mandatario común regular.

Los herederos, representantes o acreedores de un accionista, no pueden, bajo ningún pretexto, requerir el precintado o entablar actuaciones sobre los bienes y valores de la Sociedad, solicitar su partición o inmiscuirse de cualquier forma que sea en los actos de su administración; deben remitirlos a los inventarios sociales y a los acuerdos de las Juntas Generales.

TÍTULO III

ADMINISTRACIÓN DE LA SOCIEDAD

Capítulo I - CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN

Artículo 9 - COMPOSICIÓN DEL CONSEJO - NOMBRAMIENTO DE LOS CONSEJEROS

La Sociedad está administrada por un Consejo de Administración integrado por tres miembros como mínimo y catorce miembros como máximo, nombrados por un plazo máximo de 6 años por la Junta General Ordinaria de los accionistas.

Una persona jurídica puede ser nombrada Consejero pero debe, en el momento de su nombramiento, designar a una persona física que será su representante permanente en el seno del Consejo de Administración. El mandato del representante permanente se le otorga por el plazo del de la persona jurídica Consejero, y debe ser confirmado en cada renovación.

Cuando la persona jurídica revoca su representante, tiene la obligación de proveer al mismo tiempo a la sustitución del mismo y notificar a la mayor brevedad a la Sociedad, mediante carta certificada, dicha revocación así como la identidad de su nuevo representante permanente. Igual cabe decir en caso de defunción o dimisión del representante permanente.

El cargo de un Consejero cesa al finalizar la reunión de la Junta General Ordinaria que resolvió sobre las cuentas del ejercicio transcurrido y celebrada dentro del año en el cual expira el mandato de dicho Consejero.

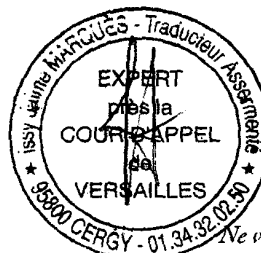
En caso de vacante por defunción o dimisión de uno o más cargos de Consejeros, el Consejo de Administración puede, entre dos Juntas Generales, proceder a nombramientos a título provisional.

Cuando el número de Consejeros llega a ser inferior al mínimo legal, los Consejeros restantes deben convocar inmediatamente la Junta General Ordinaria con objeto de completar el efectivo del Consejo.

El Consejero nombrado en sustitución de otro sólo desempeña su cargo hasta la expiración del mandato de su predecesor.

Los Consejeros son indefinidamente reelegibles, a reserva de las disposiciones siguientes relativas a los límites de edad.

Al finalizar cada Junta General Ordinaria anual, el número de Consejeros que superan la edad de 70 años en el día de cierre del ejercicio sobre cuyas cuentas resuelve la Junta no puede ser superior al tercio de los Consejeros en ejercicio.



Cuando se rebasa esta limitación, teniendo en cuenta, en su caso, los nombramientos de personas Consejeros acordados por la Junta, los Consejeros más ancianos son, de ser necesario, considerados como dimisionarios de oficio al finalizar la Junta.

No obstante, cuando un Consejero que esté afectado por esta medida desempeñe durante al menos cinco años el cargo de Presidente o de Director General, su mandato sigue vigente y eventualmente ser renovado. En caso de pluralidad de Consejeros que puedan prevalecerse de esta disposición excepcional, la misma sólo juega en beneficio del menos anciano. El número límite de Consejeros de más de 70 años de edad se aumenta de una unidad durante el periodo en el que el mandato de un Consejero se prorroga o se renueva en estas condiciones particulares.

En todo caso, el cargo de un Consejero termina cuando finaliza la Junta General Ordinaria anual que resuelva sobre las cuentas del ejercicio durante el cual alcance la edad de 76 años, esta edad límite se lleva sin embargo a 78 años si el Consejero desempeñó durante al menos cinco años el cargo de Presidente o de Director General.

Los representantes permanentes de las personas jurídicas Consejeros se toman en cuenta según su edad, en el computo del tercio del Consejo.

Cuando un representante permanente queda afectado por las disposiciones que preceden relativas a la dimisión de oficio, se entiende que la Sociedad Consejero es también dimisionaria de oficio al finalizar la Junta General Ordinaria anual, salvo designación de un nuevo representante permanente notificada a la Sociedad con anterioridad a la celebración de la Junta.

Cada Consejero ha de ser titular de al menos UNA (1) acción, durante el plazo de su mandato.

Si, en el día de su nombramiento, no es accionista o si, durante su mandato, cesa de serlo, debe regularizar su situación dentro de un plazo de tres meses, so pena de ser considerado como dimisionario de oficio.

Artículo 10 - ORGANIZACIÓN Y DELIBERACIONES DEL CONSEJO

1 - El Presidente

El Consejo de Administración elige entre sus miembros a un Presidente que debe ser una persona física, determina la retribución del mismo y fija el plazo de su cargo, el cual no puede exceder el de su mandato de Consejero. El cargo del Presidente termina, en todo caso, a más tardar, al finalizar la Junta General Ordinaria que resuelva sobre las cuentas del ejercicio durante el cual alcance la edad de sesenta y siete años. No obstante, el Consejo de Administración, en la reunión que sigue dicha Junta, puede, en una o más veces, prorrogar este límite por un plazo total que no puede superar los tres años.

Con salvedad de estas disposiciones, el Presidente siempre es reelegible.

En caso de imposibilidad temporal o de defunción del mismo, el Consejo de Administración puede delegar en un Consejero el cargo de Presidente y eventualmente, asignarle una remuneración. En caso de imposibilidad temporal, la delegación se otorga por un plazo limitado y renovable. En caso de defunción, vale hasta la elección del nuevo Presidente.

El Consejo puede, si lo juzga conveniente, nombrar además a un Vicepresidente encargado de presidir las sesiones del Consejo y las Juntas Generales en la ausencia del Presidente.

Asimismo, puede designar también a un Secretario elegido o no entre sus miembros.

2 - Deliberaciones del Consejo

El Consejo de Administración se reúne tan a menudo como lo exija el interés de la Sociedad, por convocatoria del Presidente o del Consejero delegado en el cargo de éste.

El Director General también puede solicitar del Presidente que convoque el Consejo de Administración con un orden del día determinado.

Si el Consejo no se reunió desde más de dos meses, Consejeros que representen al menos el tercio de los miembros pueden, señalando el orden del día de la sesión, tomar la iniciativa de la convocatoria.



Las reuniones se celebran, bien sea en el domicilio social, sea en cualquier otro lugar señalado en el aviso de convocatoria. Las presiden el Presidente del Consejo de Administración o el Consejo delegado en dicho cargo o, en su defecto, por el Vicepresidente o por un Consejero elegido por el Consejo.

Cualquier Consejero puede otorgar a otro Consejero, incluso mediante carta o telegrama, el poder de representarlo y votar en su lugar en las deliberaciones del Consejo para una determinada sesión; no obstante, un Consejero sólo puede representar a uno solo de sus colegas.

Se lleva en el domicilio social un registro de asistencia que firman todos los Consejeros que participan a la sesión.

Para la validez de las deliberaciones, es necesaria la presencia de al menos la mitad de los miembros del Consejo.

Los acuerdos se toman por mayoría de votos de los miembros presentes o representados; en caso de empate de votos, el del Presidente de sesión es preponderante.

Sin embargo, cuando sólo dos Consejeros están presentes, los acuerdos se deben adoptar por unanimidad.

Las deliberaciones del Consejo se hacen constar mediante actas extendidas en un registro especial llevado en el domicilio social, foliado y rubricado, o en hojas sueltas, numeradas y rubricadas sin discontinuidad.

Dichas actas son firmadas por el Presidente de sesión y un Consejero; en caso de imposibilidad del Presidente de sesión, son firmadas por dos Consejeros.

Se justifican suficientemente el número de Consejeros en ejercicio y la presencia o la representación de los mismos, mediante la producción de una copia o de un extracto del acta.

Las copias o extractos de las actas de deliberaciones son válidamente certificados por el Presidente del Consejo de Administración, el Director General, un Director General Delegado, el Consejero delegado provisionalmente en el cargo de Presidente, el Secretario del Consejo, o un apoderado facultado al efecto.

Durante la liquidación de la Sociedad, dichas copias o extractos son válidamente certificados por un solo liquidador.

Artículo 11 - PODERES DEL CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN

El Consejo de Administración determina las orientaciones de la actividad de la Sociedad y vela por su implementación. A reserva de los poderes expresamente atribuidos a las Juntas de accionistas y dentro del límite del objeto social, trata cualquier asunto que interese la buena marcha de la Sociedad y mediante sus acuerdos gestiona los negocios que la afectan. El Consejo de Administración procede a cuantos controles y verificaciones estima oportunos.

Asimismo, el Consejo puede conferir a uno de sus miembros o a terceros accionistas o no, toda clase de mandatos especiales para uno o más objetos determinados, con o sin facultad, para los mandatarios, de consentir, a su vez, cualquier substitución total o parcial.

El Consejo de Administración puede también acordar la creación de comités encargados de estudiar los asuntos que él mismo o el Presidente someten a su examen para dictamen.

El Presidente representa al Consejo de Administración, organiza y dirige los trabajos del mismo de los cuales rinde cuenta a la Junta General y ejecuta sus decisiones. Vela por el buen funcionamiento de los órganos de la Sociedad y comprueba, en particular, que los Consejeros están en condiciones para desempeñar su cometido.

Artículo 12 - REMUNERACIÓN DE LOS CONSEJEROS

Los Consejeros reciben, como retribución por su actividad, una cantidad fija anual, a título de fichas de asistencia, cuyo importe es determinado por la Junta General.

El Consejo reparte libremente entre sus miembros el monto de dichas fichas de asistencia. En especial, puede asignar a los Consejeros, miembros de los comités, una parte superior.



Asimismo, el mismo puede asignar remuneraciones excepcionales para las misiones o mandatos encomendados a Consejeros. Dichas remuneraciones son sometidas a las disposiciones legales aplicables a los convenios sujetos a la previa autorización del Consejo de Administración.

Capítulo II - DIRECCIÓN DE LA SOCIEDAD

Artículo 13 - DIRECCIÓN GENERAL

1 - Modalidades de ejercicio de la Dirección General

La Dirección General de la Sociedad la desempeñan, bajo su responsabilidad, bien sea el Presidente del Consejo de Administración, sea otra persona física que nombre el Consejo de Administración.

La elección entre ambas modalidades de ejercicio de la Dirección General la efectúa el Consejo de Administración, en el momento del nombramiento de su Presidente; el acuerdo debe adoptarse por mayoría de los Consejeros presentes o representados. Los accionistas y los terceros quedan informados del mismo con arreglo a los requisitos reglamentarios.

La opción elegida por el Consejo de Administración sólo puede revisarse en el momento de la renovación del cargo o de la sustitución del Presidente del Consejo de Administración, o al expirar el mandato del Director General.

El cambio de modalidad de ejercicio de la Dirección General no acarrea cualquier modificación de los estatutos.

2 - Nombramiento - Revocación

Cuando la Dirección General la desempeña el Presidente del Consejo de Administración, éste lleva entonces el título de Presidente Director General; cuando la desempeña otra persona física, la misma lleva entonces el título de Director General.

Cuando la Dirección General la desempeña el Presidente del Consejo, le serán aplicables las siguientes disposiciones, relativas al Director General.

Cuando el Consejo de Administración escoge la disociación de los cargos de Presidente y de Director General, procede al nombramiento del Director General, determina la retribución del mismo, y en su caso, las limitaciones de sus poderes, fija la duración de su mandato que no puede exceder la del mandato del Presidente.

En todos los casos, la duración del mandato del Director General termina, como más tardar al finalizar la Junta General Ordinaria que resuelve sobre las cuentas del ejercicio durante el cual habrá alcanzado la edad de sesenta y cinco años. No obstante, el Consejo de Administración puede, en una o más veces prorrogar dicho límite por un plazo total que no puede exceder los tres años.

El Director General es revocable en cualquier momento por el Consejo de Administración.

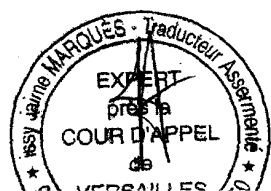
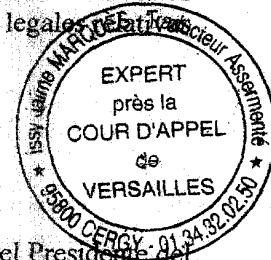
3 - Poderes

El Director General ostenta los poderes más amplios para actuar en cualquier circunstancia en nombre de la Sociedad. Ejercita dichos poderes dentro del límite del objeto social y con salvedad de aquellos expresamente atribuidos por la Ley a las Juntas de accionistas y al Consejo de Administración.

El Director General representa a la Sociedad en las relaciones de la misma con terceros. La Sociedad queda comprometida incluso por los actos del Director General que no estén incluidos en el objeto social, a no ser que demuestre que el tercero sabía que el acto rebasaba dicho objeto o que no podía ignorarlo habida cuenta de las circunstancias, quedando excluido que sólo la publicación de los estatutos sea suficiente para constituir la referida prueba.

4 - Directores Generales Delegados

A propuesta del Director General, que este cargo sea desempeñado por el Presidente del Consejo de Administración o por otra persona, el Consejo de Administración puede nombrar a una o más personas naturales encargadas de asistir al Director General, quienes llevarán el título de Director General Delegado.



El número máximo de Directores Generales Delegados se fija en 3.

De común acuerdo con el Director General, el Consejo de Administración determina el alcance y el plazo de los poderes otorgados a los Directores Generales Delegados. Determina la remuneración de los mismos.

Los Directores Generales Delegados disponen, para con los terceros, de los mismos poderes que el Director General.

Las funciones de los Directores Generales Delegados terminan, como más tardar al finalizar la Junta General que resuelve sobre las cuentas del ejercicio durante el cual habrán alcanzado la edad de 75 años. No obstante, el Consejo de Administración puede, en una o más veces prorrogar dicho límite por un plazo total que no puede exceder los tres años.

En caso de cese del cargo o de imposibilidad del Director General, los Directores Generales Delegados conservan, salvo decisión en contrario del Consejo de Administración, sus funciones y sus atribuciones hasta el nombramiento de un nuevo Director General.

Artículo 14 - FIRMA SOCIAL

Todos los actos y compromisos referentes a la Sociedad, de cualquier naturaleza que sean, son válidamente suscritos por el Presidente, o en su caso, por el Consejero que desempeñe provisionalmente el cargo de Presidente, o por el Director General o por un Director General Delegado, actuando cada uno dentro del límite de sus facultades.

Capítulo III - CONTROL DE LA SOCIEDAD

Artículo 15 – AUDITORES DE CUENTAS

El control de la Sociedad lo llevan a cabo uno o más Auditores de Cuentas titulares y uno o más Auditores de Cuentas suplentes quienes son nombrados y desempeñan su cargo con arreglo a los requisitos establecidos por Ley.

TÍTULO IV JUNTAS GENERALES

Capítulo I - DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 16

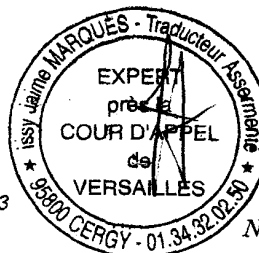
La Junta General, regularmente constituida, representa a la universalidad de los accionistas. Sus acuerdos tomados con arreglo a la Ley y a los estatutos obligan a todos los accionistas, incluso ausentes, incapaces o disidentes.

Los accionistas se reúnen cada año, dentro de los seis meses siguientes al cierre del ejercicio, en Junta General Ordinaria.

Juntas Generales, sea Ordinarias reunidas extraordinariamente, sea Extraordinarias, pueden, asimismo, ser convocadas en cualquier época del año.

Las convocatorias se realizan al menos quince días útiles con anterioridad a la fecha prevista para la reunión de la Junta. Este plazo se reduce a seis días útiles para las Juntas Generales reunidas por segunda convocatoria y para las Juntas prorrogadas.

Las convocatorias se hacen mediante carta ordinaria remitida a cada accionista, o, a petición del mismo, a sus costas, mediante carta certificada, todo ello independientemente de los avisos previos a los accionistas de acuerdo a las formas y plazos legales relativos a sus posibles solicitudes de inscripción de proyectos de acuerdos en el orden del día.



La Junta General se compone de todos los accionistas cual sea el número de sus acciones.

El derecho de participar a las Juntas queda subordinado a la inscripción en cuenta del accionista en los registros de la Sociedad.

El plazo durante el cual esta formalidad ha de ser realizada expira cinco días útiles antes de la fecha de reunión de la Junta. No obstante, el Consejo de Administración siempre tendrá, si le parece conveniente, la facultad de reducir dicho plazo por vía de medida general.

Los titulares de acciones sobre cuyo importe los abonos exigibles no se han efectuado dentro de un plazo de 30 días útiles a contar de la intimación realizada por la Sociedad, no pueden ser admitidos en las Juntas. Estas acciones son deducidas para el computo del quórum.

Los accionistas que deseen votar por escrito deben enviar su boleto de voto con arreglo a los requisitos establecidos por la Ley y los reglamentos de tal forma que la Sociedad pueda acusar recibo del mismo con al menos tres días de anterioridad a la fecha de la Junta, en su defecto, dicho boleto no se podrá tomar en consideración.

Artículo 17 – CELEBRACIÓN DE LAS JUNTAS

Las Juntas Generales son convocadas por el Consejo de Administración en el domicilio social o en cualquier otro lugar señalado en el aviso de convocatoria.

En su defecto, también pueden ser convocadas:

- 1 - Por los Auditores de Cuentas.
- 2 - Por un mandatario designado judicialmente a petición, ya sea de cualquier interesado en caso de urgencia, sea de uno o más accionistas que reúnan como mínimo la décima parte del capital social.

Cada miembro de la Junta tiene el mismo número de votos que de acciones que posee o representa, con salvedad de la aplicación a las Juntas Generales de carácter fundacional, de las disposiciones referentes a las mismas.

Las Juntas son presididas por el Presidente del Consejo de Administración, o, en su ausencia, por el Vicepresidente o, en su defecto, por un Consejero especialmente delegado al efecto por el Consejo; en su defecto, la propia Junta elige ella misma a su Presidente.

El autor de la convocación determina en principio el orden del día.

Los cargos de interventores los desempeñan los dos miembros de la Junta, presentes, que dispongan del mayor número de votos.

La mesa designa a un Secretario que puede ser escogido fuera de los accionistas.

Se extiende una lista de asistencia debidamente firmada al margen por los participantes y certificada exacta por la Junta.

Las deliberaciones se hacen constar en actas extendidas en un registro especial, foliado y rubricado, llevado en el domicilio social, o en hojas sueltas numeradas y rubricadas sin discontinuidad.

Dichas actas son firmadas por los miembros de la mesa. Las copias o extractos de las mismas son válidamente certificados por el Presidente del Consejo de Administración o por un Consejero que desempeñe el cargo de Director General, o también por el Secretario de la Junta.



Capítulo II - JUNTAS GENERALES ORDINARIAS



Artículo 18 - QUÓRUM Y MAYORÍA

La Junta General Ordinaria, reunida por primera convocatoria, sólo delibera válidamente si los accionistas presentes o representados poseen al menos la cuarta parte de las acciones con derecho de voto.

Por segunda convocatoria, la deliberación es válida cual sea el número de acciones representadas. Los acuerdos se toman por la mayoría de los votos de los cuales disponen los accionistas presentes o representados.

Artículo 19 - PODERES

La Junta General Ordinaria oye los informes del Consejo de Administración y del o de los Auditores de Cuentas ; asimismo, toma conocimiento de las cuentas anuales.

La Junta discute, aprueba, rectifica o rechaza dichas cuentas.

La misma resuelve sobre el reparto y la aplicación de los beneficios.

Tiene la facultad de conceder a cada accionista, para todo o parte del dividendo – o del abono a cuenta puesto en distribución, una opción entre el pago en numerario y el pago en acciones.

Determina el monto de las fichas de asistencia.

Nombra, sustituye, reelige o revoca a los Consejeros. Ratifica los nombramientos de Consejeros hechos provisionalmente por el Consejo de Administración.

Nombra a los Auditores de Cuentas y resuelve sobre el informe especial de los mismos.

Autoriza todo tipo de empréstitos por vía de obligaciones no convertibles, ni permutables, ni emitidas con bonos de suscripción de acciones y la constitución de seguridades particulares a conferirlos.

Delibera sobre todas las propuestas que no sean competencia exclusiva de la Junta General Extraordinaria.

Capítulo III - JUNTAS GENERALES EXTRAORDINARIAS

Artículo 20 - PODERES

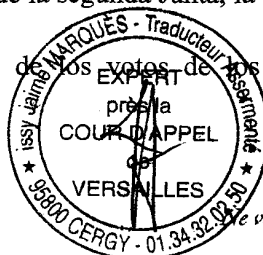
La Junta General Extraordinaria puede modificar todas las disposiciones de los estatutos, así como decidir la transformación de la Sociedad en una Sociedad con cualquier otra forma.

No puede, bajo ningún concepto, si no es por unanimidad de los accionistas, aumentar los compromisos de los mismos, ni vulnerar la igualdad de sus derechos.

Artículo 21 - QUÓRUM Y MAYORÍA

1. - La Junta General Extraordinaria sólo delibera válidamente si los accionistas presentes o representados poseen al menos por primera convocatoria, la mitad de las acciones con derecho de voto, o por segunda convocatoria, así como en caso de prorroga de la segunda Junta, la cuarta parte de dichas acciones.

Los acuerdos se toman por mayoría de los dos tercios de los votos de los cuales disponen los accionistas presentes o representados.



2. - Si se trata de decidir o autorizar el Consejo de Administración a realizar la ampliación del capital mediante incorporación de reservas, beneficios o primas de emisión, el quórum necesario es sólo de la cuarta parte por primera convocatoria. El acuerdo es válido por segunda convocatoria en la que sea el número de acciones representadas.

Los acuerdos se toman por mayoría de los votos de los cuales disponen los accionistas presentes representados.

3. - La ampliación del capital mediante el aumento del monto nominal de las acciones a liberar en efectivo o mediante compensación, sólo puede ser decidida por unanimidad de los accionistas que reúnan la totalidad de las acciones que integran el capital.

Capítulo IV - JUNTA GENERAL DE CARÁCTER FUNDACIONAL

Artículo 22 - QUÓRUM Y MAYORÍA

Las Juntas Generales de carácter fundacional resolviendo sobre una aportación en especie o el otorgamiento de una ventaja particular deliberan válidamente con arreglo a los requisitos de quórum y de mayoría establecidos para las Juntas Generales Extraordinarias en el artículo anterior.

Cada participante dispone de un número de votos igual al de las acciones de las cuales es titular. El mandatario dispone, en las mismas condiciones, de los votos de su mandante.

El aportante o el beneficiario de la ventaja particular no tiene ni voz ni voto ni para él mismo, ni como mandatario. Sus acciones no se toman en consideración para el computo de la mayoría.

TÍTULO V

CUENTAS SOCIALES

Artículo 23 - EJERCICIO SOCIAL

El año social comienza el día 1 de enero y termina el 31 de diciembre.

Artículo 24 - DOCUMENTOS CONTABLES

Al cerrarse cada ejercicio, el Consejo de Administración elabora el inventario de los distintos elementos del activo y del pasivo existentes en dicha fecha.

Asimismo confecciona el balance que describe los elementos activos y pasivos y que hace aparecer de forma distinta los capitales propios, la cuenta de pérdidas y ganancias que recapitula los ingresos y los gastos del ejercicio, así como el memoria que completa y comenta la información suministrada por el balance y la cuenta de pérdidas y ganancias.

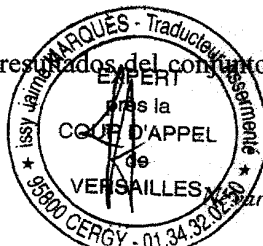
Se adjunta al balance un estado de los afianzamientos, avales y garantías así como de las seguridades otorgadas por la Sociedad.

Un inventario de los valores mobiliarios poseídos en cartera en el momento del cierre del ejercicio se adjunta a las cuentas anuales.

Se procede, incluso en caso de ausencia o de insuficiencia de beneficio, a las amortizaciones y a las provisiones necesarias.

El Consejo de Administración elabora el informe de gestión sobre la situación de la Sociedad durante el ejercicio transcurrido, su evolución previsible, los acontecimientos importantes sucedidos entre la fecha de cierre del ejercicio y la fecha en la que se elabora, sus actividades en materia de investigación y desarrollo.

Este informe también rinde cuenta de la actividad y de los resultados del conjunto de la Sociedad y, si procede, de las filiales por ramo de actividad.





Artículo 25 - BENEFICIOS

La cuenta de pérdidas y ganancias que recapitula los ingresos y gastos del ejercicio deja a parte la diferencia, previa deducción de las amortizaciones y de las provisiones, el beneficio del ejercicio.

Del beneficio del ejercicio deducidas, en su caso, las pérdidas anteriores, se retira como mínimo un 5% para constituir el fondo de reserva legal. Dicha retención cesa de ser obligatoria cuando el fondo de reserva alcanza la décima parte del capital social; retoma su curso cuando, por una razón cualquiera, la reserva legal bajó por debajo de dicho décimo.

El beneficio distribuible está constituido por el beneficio del ejercicio disminuido de las pérdidas anteriores y de las cantidades a llevar a reserva, en aplicación de la Ley y de los estatutos, e incrementado del remanente beneficiario.

La Junta General puede deducir cuantas cantidades estime oportuno asignar a la dotación de toda clase de fondos de reservas facultativos, ordinarios o extraordinarios, o llevar a cuenta nueva.

La Junta General puede acordar la puesta en distribución de cantidades deducidas de las reservas de las cuales tiene la disposición, indicando expresamente los rubros de reservas en los cuales se practicaron los retiros.

Los dividendos se retiran por prioridad de los beneficios del ejercicio. Fuera del caso de reducción del capital, no se puede realizar ninguna distribución a los accionistas cuando los capitales propios son o llegarían a ser a raíz de la misma, inferiores al monto del capital agregándole reservas que la Ley o los estatutos no permiten distribuir. La diferencia de revaluación no es distribuible. La misma puede ser total o parcialmente incorporada al capital.

Artículo 26 - MODALIDADES DE PAGO DE LOS DIVIDENDOS - ABONOS A CUENTA

Las modalidades de puesta al pago de los dividendos en numerario las fija la Junta General, o, en su defecto, el Consejo de Administración.

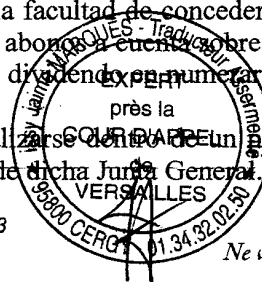
La puesta al pago de los dividendos en numerario debe realizarse dentro de un plazo máximo de nueve meses después del cierre del ejercicio, salvo prórroga de dicho plazo por autorización judicial.

No obstante, cuando un balance confeccionado durante o al final del ejercicio y certificado por un Auditor de Cuentas pone de manifiesto que la Sociedad, desde el cierre del ejercicio precedente, previa constitución de las amortizaciones y provisiones necesarias y realizada la deducción, si procede, de las pérdidas anteriores así como de las sumas a llevar a reserva, en aplicación de la Ley o de los estatutos, realizó un beneficio, se pueden distribuir abonos a cuenta sobre dividendo antes de la aprobación de las cuentas del ejercicio. El importe de dichos abonos a cuenta no pudiendo exceder el monto del beneficio así definido.

Los dividendos no reclamados dentro de los cinco años siguientes a su puesta al pago quedan prescritos.

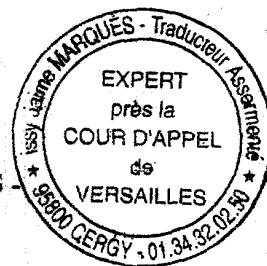
La Junta al resolver sobre las cuentas del ejercicio tiene la facultad de conceder a cada accionista, por todo o parte del dividendo puesto en distribución o de los abonos a cuenta sobre dividendo, una opción entre el pago del dividendo o de los abonos a cuenta sobre dividendo en numerario o en acciones.

La solicitud de pago del dividendo en acciones debe realizarse dentro de un plazo establecido por la Junta General, sin que pueda exceder tres meses a contar de dicha Junta General.



TÍTULO VI

DISOLUCIÓN - PRORROGA - LIQUIDACIÓN - CONTROVERSIAS



Artículo 27 - DISOLUCIÓN ANTICIPADA - PRORROGA

La Junta General Extraordinaria puede, en cualquier época, pronunciar la disolución anticipada de la Sociedad y, al expirar la misma, su prorroga.

Un año al menos antes de la expiración del plazo de la Sociedad, el Consejo de Administración promueve la celebración de una Junta General Extraordinaria de los accionistas a efectos de decidir si la Sociedad debe ser prorrogada.

Artículo 28 - CAPITALES PROPIOS INFERIORES A LA MITAD DEL CAPITAL SOCIAL

Si, a raíz de las pérdidas constatadas en los documentos contables, los capitales propios llegan a ser inferiores a la mitad del capital social, el Consejo de Administración tiene la obligación, dentro de los cuatro meses siguientes a la aprobación de las cuentas que hayan puesto de manifiesto dicha pérdida, de convocar la Junta General Extraordinaria con objeto de decidir, si procede, la disolución anticipada de la Sociedad.

Si no se pronuncia la disolución, el capital debe ser reducido con arreglo a los requisitos establecidos por la legislación vigente.

En ambos casos, la resolución adoptada por la Junta General se publica conforme a la Ley

Artículo 29 - LIQUIDACIÓN

En la fecha de expiración de la Sociedad o en caso de disolución anticipada, la Junta General fija el modo de liquidación y nombra a uno o más liquidadores cuyos poderes determina.

El nombramiento de los liquidadores pone un término al cargo de los Consejeros.

Durante todo el tiempo de la liquidación, la Junta General conserva los mismos poderes.

El reparto del activo neto subsistente después del reembolso del nominal de las acciones se efectúa entre los accionistas en las mismas proporciones que la participación de los mismos en el capital.

Los accionistas son convocados al final de la liquidación para resolver sobre la cuenta definitiva, sobre el finiquito de la gestión de los liquidadores, el descargo de su mandato y para constatar el cierre de la liquidación: ésta se publica de conformidad con la Ley.

Artículo 30 - CONTROVERSIAS

Cualquier controversia que pueda surgir durante la existencia de la Sociedad o la liquidación de la misma, bien sea entre los accionistas y la Sociedad, sea entre los propios accionistas con respecto a los negocios sociales, será sometida a la jurisdicción de los tribunales competentes.

Certificado fiel
Firma ilegible

Uno de los Notarios asociados que suscribe, de la Sociedad Civil Profesional, titular de una Notaría en PARÍS (8° distrito), 19, boulevard de Courcelles, cuyo sello figura en la presente, certifica verdadera la firma de Don Bruno KLIEBER, estampada aquí en frente.
En París, A 7 de marzo de 2011.

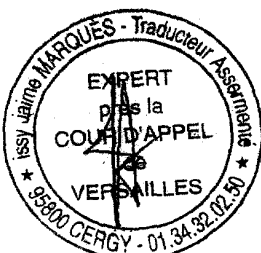
Sello seco

D. Bruno VIE
Notario Asociado de París
República Francesa

Firma ilegible

Sello oval

Bruno DEMESSENCE &
Bruno VIE
Notarios Asociados
19, boulevard de Courcelles
75008 PARÍS





APOSTILLA

(Convention de la Haye du 5 octobre 1961)

- 1.- République Française
- EL PRESENTE DOCUMENTO PÚBLICO**
- 2.- ha sido firmado por **VIE**
- 3.- quien actúa en calidad de **Notario**
- 4.- y está revestido del sello de **Su Notaría**

CERTIFICADO

5. en **PARÍS** 6.- el día **08 de Marzo de 2011**
- 7.- Por el Fiscal General ante el Tribunal de Apelación de París
8. bajo el número **17942**
- 9.- Sello / Timbre 10.- Firma

Sello redondo Tribunal de Apelación de París

Jean MARTIN - Abogado General - firma ilegible

"La Apostilla sólo confirma la autenticidad de la firma y del sello o del timbre estampado en el documento. No significa que el contenido del documento está correcto o que la Republica Francesa aprueba su contenido"

15-03/11

2018733

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Vu exclusivement pour certification matérielle

de la signature de

M.

(See exclusively to certify the above signature)
Pour le Président:

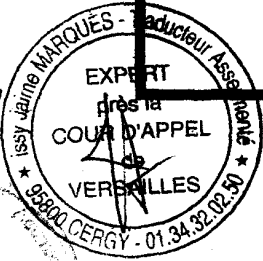
Traducción certificada fiel a su original en

lengua Francesa que he refrendado Ne Varietur sub

N° C1-084 - b - del año 2011.

Cergy-Pontoise, a 12 de Marzo de 2011

Jaune Marquès





APOSTILLE

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française

Le présent acte public

2. a été signé par Y. TAÏBI

3. agissant en qualité de Attaché

4. est revêtu du sceau/timbre de Chambre de commerce et
de l'Industrie de Paris

Attesté

5. à Paris

16 MARS 2011

6. le

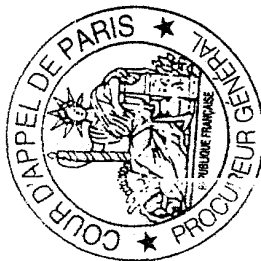
7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris

8. sous n° 19023

9. Sceau :

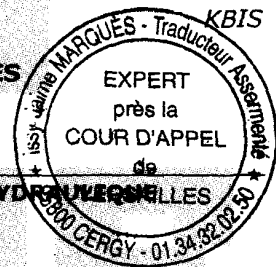
Signature :
Joan MARTIN

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature ou
timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est
correct ou que la République française approuve son contenu"





EXTRAIT DU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
au 9 février 2011



IDENTIFICATION

Dénomination Sociale : **SADE - COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUES**
Numéro d'identification : 562 077 503 R.C.S. Paris
Numéro de gestion : 1956 B 07750
Date d'immatriculation : 4 juillet 1956

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

Forme juridique : Société anonyme
Au capital de : 13 388 150,00 €
Adresse du siège : 28 RUE DE LA BAUME 75008 PARIS
Durée de la société : Jusqu'au 28 juin 2017
Date d'arrêté des comptes : le 31/12
Constitution - Dépôt de l'acte constitutif : Au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 17 juillet 1918
Publication : Journal La gazette du palais du 18-07-1918

ADMINISTRATION

Président du conseil d'administration et Directeur général : **BOUILLOT DOMINIQUE**
Né le 7 juin 1954 à MANTES LA JOLIE 78200 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 8 Parc du Château 78430 LOUVECIENNES

Administrateur : **DOUVRY JEAN-CLAUDE**
Né le 23 septembre 1940 à DOUAI 59500 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 74 RUE PAULINE BORGHESE 92200 NEUILLY SUR SEINE

Administrateur : **MARTIN ROGER**
Né le 24 mai 1943 à Scrignac 29640 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 3 bis quai aux Fleurs 75004 Paris

Administrateur : **VERSANNE DANIEL**
Né le 31 juillet 1941 à LOUVECIENNES 78430 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 701B route de la Maison d'Enfants 84800 L Isle sur la Sorgue

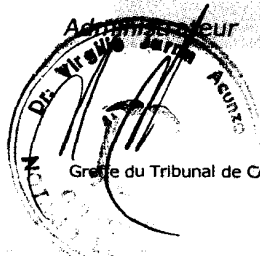
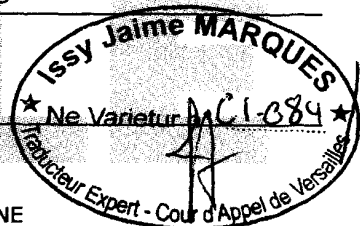
Administrateur : **GRUNBERG OLIVIER XAVIER RENE**
Né le 15 août 1958 à NEUILLY SUR SEINE 92200 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 153 RUE DE L'UNIVERSITE 75007 PARIS

Administrateur : **BARBAROUX OLIVIER**
Né le 6 septembre 1955 à MEXICO (MEXIQUE)
de nationalité Française
demeurant ALL DES CEDRES 78230 LE PECQ

Administrateur : **RIVARD MICHEL**
Né le 29 mars 1944 à PORT SAINT PERE 44 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 6 SQ CHARLES LAURENT 75015 PARIS

Administrateur : **ROUSSE ALAIN**
Né le 18 août 1944 à GARCHES 92380 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 37 BD BEAUMARCHAIS 75003 PARIS

Administrateur : **DUFAY JEAN-BERNARD**
Né le 11 mars 1940 à BREST 29200 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 28 R SAINT LAZARE 60200 COMPIEGNE





Administrateur

ROUZAUD Véronique
nom d'usage **KLEIN-ROUZAUD**
Née le 29 juillet 1958 à MARKALA (MALI)
de nationalité Française
demeurant 7 r Emile Duclaux 75015 Paris

Administrateur

KUCH Gustave
Né le 16 mars 1939 à MULHOUSE 68100 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 27 av du 11 Novembre 92190 Meudon

Administrateur

RENEAUME Marc
Né le 18 novembre 1956 à NANTES 44000 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 60 rue Scheffer 75016 PARIS

Administrateur

HERREWYN Jean, Michel
Né le 14 février 1961 à Menton 06500 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 8 rue Eugène Flachet 75017 Paris

Administrateur

COUTANT Jérôme
Né le 5 septembre 1960 à Neuilly-sur-Seine 92200 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 11 rue Duroc 75007 Paris

Commissaire aux comptes
titulaire

KPMG S.A. (Société anonyme)
3 COURS DU TRIANGLE IMMEUBLE LE PALATIN 92939 PARIS LA DEFENSE
CEDEX
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes
suppléant

CAUBRIERE François
Né le 3 décembre 1957 à STE ADRESSE 76310 (FRANCE)
de nationalité Française
demeurant 54 ave Marceau 75008 Paris

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET L'ETABLISSEMENT

Origine du fonds ou de
l'activité :

Création d'un fonds de commerce

Activité :

TOUTES ENTREPRISES DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION D'EAU,
D'EVACUATION ET D'EPURATION D'EAUX USEES ET PLUVIALES,
D'ENLEVEMENT ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES ET
GENERALEMENT TOUTES ENTREPRISES RELATIVES A LA GESTION DE
SERVICES PUBLICS SOUS QUELQUEFORME QUE CE SOIT, TOUTS TRAVAUX
PUBLICS ET PRIVES, TOUTES PRESTATIONS DE SERVICE SPECIALEMENT
RELATIFS A L'EAU, AU GAZ, A L'ELECTRICITE, A TOUTS FLUIDES, AUX
TELECOMMUNICATIONS OU AUTRES ET GENERALEMENT TOUTES OPERATIONS
MOBILIERES, IMMOBILIERES, FINANCIERES, COMMERCIALES ET
INDUSTRIELLES, Y COMPRIS CELLES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION DE
TOUTS MATERIELS ET MATERIAUX POUVANT SE RATTACHER DIRECTEMENT OU
INDIRECTEMENT A CES ACTIVITES
028 RUE DE LA BAUME 75008 PARIS

Adresse de l'établissement
principal :

Début d'exploitation le :

1 octobre 1918

Mode d'exploitation :

Exploitation directe

OBSERVATIONS

20 septembre 1985, N°63939

MISE EN HARMONIE DES STATUTS AVEC LA LOI DU 30 DECEMBRE 1981

1 janvier 1999, N°1

SOCIETE REGIE PAR LA LOI DU 24.07.1966 ET LE DECRET DU 23.03.1967
SUR LES SOCIETES COMMERCIALES ASSEMBLEE DU 27 JUIN 1966

13 août 2002, N°14232

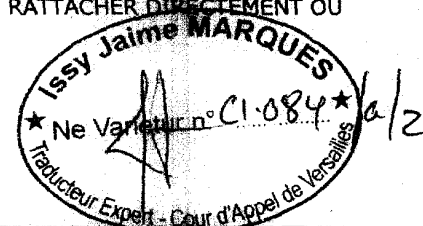
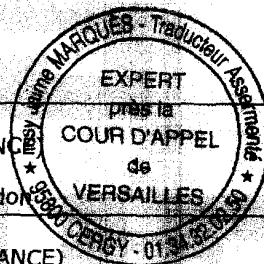
MISE EN HARMONIE DES STATUTS AVEC LA LOI 2001-420 DU 15 MAI 2001

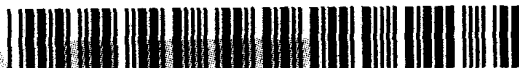
25 novembre 2004, N°66933

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE COMMERCE DE AUTUN A ETE RATTACHE AU
TRIBUNAL DE DE COMMERCE DU CREUSOT A COMPTER DU 01/01/2000 PAR
LE DECRET NO 99 - 659 DU 30 JUILLET 1999 AVEC EFFET AU 1ER JANVIER
2000

29 novembre 2004, N°68172

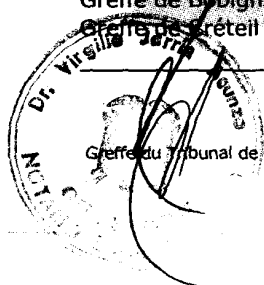
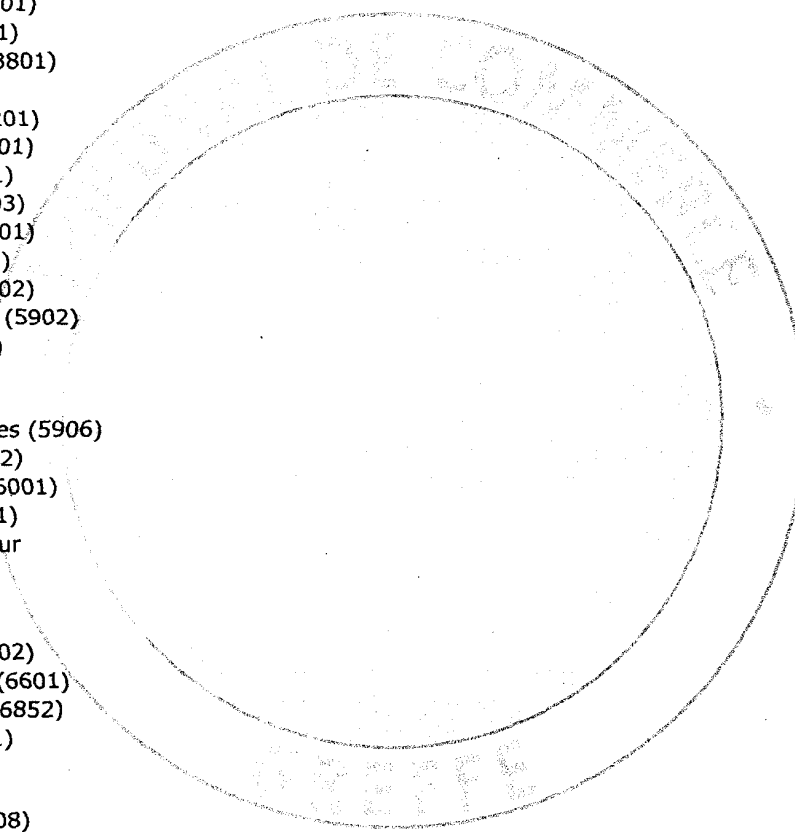
LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE COMMERCE DE ISSOIRE A ETE RATTACHE AU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CLERMONT FERRAND PAR LE DECRET NO 99 -
659 DU 30 JUILLET 1999 AVEC EFFET AU 1ER JANVIER 2000





ETABLISSEMENTS HORS LE RESSORT DU GREFFE

Grefte de Nice (0605)
Grefte de Narbonne (1104)
Grefte de Marseille (1303)
Grefte de Caen (1402)
Grefte de Angoulême (1601)
Grefte de Saintes (1708)
Grefte de Brive (1901)
Grefte de Dijon (2104)
Grefte de Romans (2602)
Grefte de Brest (2901)
Grefte de Nîmes (3003)
Grefte de Toulouse (3102)
Grefte de Bordeaux (3302)
Grefte de Montpellier (3405)
Grefte de Rennes (3501)
Grefte de Tours (3701)
Grefte de Grenoble (3801)
Grefte de Dax (4001)
Grefte de Roanne (4201)
Grefte de Nantes (4401)
Grefte de Agen (4701)
Grefte de Reims (5103)
Grefte de Lorient (5601)
Grefte de Metz (5751)
Grefte de Nevers (5802)
Grefte de Dunkerque (5902)
Grefte de Lille (5903)
Grefte de Roubaix /
Tourcoing (5904)
Grefte de Valenciennes (5906)
Grefte de Douai (5952)
Grefte de Beauvais (6001)
Grefte de Arras (6201)
Grefte de Boulogne sur
Mer (6202)
Grefte de Clermont-
Ferrand (6303)
Grefte de Tarbes (6502)
Grefte de Perpignan (6601)
Grefte de Mulhouse (6852)
Grefte de Lyon (6901)
Grefte de Chalon sur
Saône (7102)
Grefte de Rouen (7608)
Grefte de Meaux (7701)
Grefte de Melun (7702)
Grefte de Evry (7801)
Grefte de Pontoise (7802)
Grefte de Versailles (7803)
Grefte de Niort (7901)
Grefte de Amiens (8002)
Grefte de Toulon (8305)
Grefte de Poitiers (8602)
Grefte de Limoges (8701)
Grefte de Belfort (9001)
Grefte de Nanterre (9201)
Grefte de Bobigny (9301)
Grefte de Breteil (9401)



Grefte du Tribunal de Commerce de Paris

EDIT 10/02/2011 13:21:15 Page 3/4 (32)

FIN DE L'EXTRAIT

115744543



Délivré à Paris, le 10 février 2011

Le Greffier,



APOSTILLE	
(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)	
1. République française	
Le présent acte public	
2. a été signé par...	Le Greffier
3. agissant en qualité de...	Greffier
4. est revêtu du sceau/timbre de...	Tribunal de Commerce de Paris
Attesté	
5. à Paris	
6. le...	10 FÉV. 2011
7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris	
8. sous n° 17901	Jean MARTIN
9. Sceau :	Avocat général
	10. Signature :

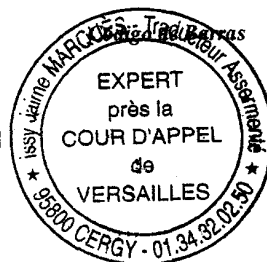
"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"



1/4

EXTRACTO K BIS

EXTRACTO DEL REGISTRO MERCANTIL Y DE SOCIEDADES
al 9 de febrero de 2011



IDENTIFICACIÓN

DENOMINACIÓN SOCIAL : **SADE – COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE**
NUMERO DE IDENTIFICACIÓN: **562 077 503 R.C.S. París**
NUMERO DE GESTIÓN: **1956 B 07750**
FECHA DE INSCRIPCIÓN: **4 de julio de 1956**

DATOS REFERENTES A LA PERSONA JURÍDICA

FORMA JURÍDICA: **SOCIEDAD ANÓNIMA**
CON CAPITAL DE: **13 388 150,00 EUROS**
DIRECCIÓN DEL DOMICILIO SOCIAL: **28 rue de la Baume 75008 PARÍS**
DURACIÓN DE LA SOCIEDAD: **hasta el día 28 de junio de 2017**
FECHA DE CIERRE DE LA CUENTAS: **el 31 de diciembre**
CONSTITUCIÓN - DEPÓSITO DE LA ESCRITURA FUNDACIONAL: **En la Secretaría Judicial del Tribunal de Comercio de París el día 17 de julio de 1918**
PUBLICACIÓN: **PERIÓDICO: La Gazette du Palais del día 18 -07 -1918**

ADMINISTRACIÓN :

*Presidente del Consejo
de Administración y
Director General*

BOUILLOT Dominique

nacido el 7 de junio de 1954 en MANTES LA JOLIE 78200 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 8, Parc du Château 78430 LOUVECIENNES

Consejero

DOUVRY Jean-Claude

nacido el 23 de septiembre de 1940 en DOUAI 59500 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 78, rue Pauline Borghese 92200 NEUILLY SUR SEINE

Consejero

MARTIN Roger

nacido el 24 de mayo de 1943 en Scrignac 29640 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 3 bis, quai aux Fleurs – 75004 PARÍS

Consejero

VERSANNE Daniel

nacido el 31 de julio de 1941 en LOUVECIENNES 78430 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 701B, route de la Maison d'Enfants – 84800 L'Isle sur la Sorgue

Consejero

GRUNBERG Olivier Xavier René

nacido el 15 de agosto de 1958 en NEUILLY SUR SEINE 92200 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 153, rue de l'Université 75007 PARÍS

Consejero

BARBAROUX Olivier

nacido el 6 de septiembre de 1955 en MÉXICO (MÉXICO)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en All des Cèdres – 78230 LE PECQ

Consejero

RIVARD Michel

nacido el 29 de marzo de 1944 en PORT SAINT PERE 44 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 6, square Charles Laurent -75015 PARÍS

Consejero

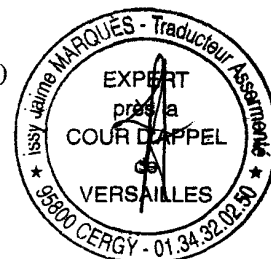
ROUSSE Alain

nacido el 18 de agosto de 1944 en GARCHES 92380 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 37, boulevard Beaumarchais 75003 PARÍS

Consejero

DUFAY Jean-Bernard

nacido el 11 de marzo de 1940 en BREST 29200 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 28, rue Saint Lazare -60200 COMPIÈGNE



EXTRACTO K BIS

Código de Barras



Consejero

ROUZAUD Véronique

apellido de uso **KLEIN - ROUZAUD**
nacida el 29 de julio de 1958 en MARKALA (MALÍ)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 7, rue Émile Duclaux, 75015 PARÍS

Consejero

KUCH Gustave

nacido el 16 de marzo de 1939 en MULHOUSE 68100 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 27, avenue du 11 Novembre 92190 MEUDON

Consejero

RENEAUME Marc

nacido el 18 de noviembre de 1956 en NANTES 44000 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 60, rue Scheffer 75016 PARÍS

Consejero

HERREWYN Jean, Michel

nacido el 14 de febrero de 1961 en MENTON 06500 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 8, rue Eugène Flachet 75017 PARÍS

Consejero

COUTANT Jérôme

nacido el 5 de septiembre de 1960 en NEUILLY-SUR-SEINE 92200 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 11, rue Duroc 75007 PARÍS

Auditor de Cuentas Titular

KPMG S.A. (Sociedad Anónima)

3, Cours du Triangle - Immeuble Le Palatin 92939 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Registro Mercantil 775 726 417 R.C.S. Nanterre

Auditor de Cuentas Suplente

CAUBRIERE FRANCOIS

nacido el 3 de diciembre de 1957 en SAINTE ADRESSE 76310 (FRANCIA)
de nacionalidad Francesa
con domicilio en 54, avenue Marceau 75008 PARÍS

DATOS RELATIVOS A LA ACTIVIDAD MERCANTIL Y AL ESTABLECIMIENTO:

Origen del fondo o de la actividad:

CREACIÓN DE UN FONDO DE COMERCIO

Actividad: **TODOS LOS TIPOS DE ACTIVIDADES DE TRATAMIENTO Y DISTRIBUCIÓN DE AGUA, DE EVACUACIÓN, Y DEPURACIÓN DE AGUAS RESIDUALES Y PLUVIALES, DE RECOLECCIÓN Y TRATAMIENTO DE RESIDUOS DOMÉSTICOS Y EN GENERAL TODA CLASE DE ACTIVIDADES RELATIVAS A LA GESTIÓN DE SERVICIOS PÚBLICOS BAJO CUALQUIER FORMA QUE SEA, TODA CLASE DE OBRAS PÚBLICAS Y PRIVADAS, TODO TIPO DE PRESTACIONES DE SERVICIOS, EN ESPECIAL RELACIONADAS CON EL AGUA, EL GAS, LA ELECTRICIDAD, TODOS LOS FLUIDOS, LAS TELECOMUNICACIONES U OTRAS, Y GENERALMENTE TODA CLASE DE OPERACIONES MOBILIARIAS E INMOBILIARIAS, FINANCIERAS, COMERCIALES E INDUSTRIALES, INCLUIDAS LAS DE IMPORTACIÓN Y EXPORTACIÓN DE TODA CLASE DE EQUIPOS Y MATERIALES QUE PUEDAN ESTAR DIRECTA O INDIRECTAMENTE RELACIONADAS CON LAS REFERIDAS ACTIVIDADES.**

Dirección del Establecimiento Principal: **028, rue de la Baume - 75008 PARÍS**

Comienzo de la explotación:

el día 1 de octubre de 1918

Modo de operación:

EXPLOTACIÓN DIRECTA

OBSERVACIONES

20 de septiembre de 1985, número 63939 **ADAPTACIÓN DE LOS ESTATUTOS CON LA LEY DE 30 DE DICIEMBRE DE 1981**

1 de enero de 1999, número 1 **SOCIEDAD REGULADA POR LA LEY DE 24.07.1966 Y EL DECRETO DE 23.03.1967 DE SOCIEDADES MERCANTILES, JUNTA DEL DÍA 27-06-1968**

13 de agosto de 2002, número 14232 **ADAPTACIÓN DE LOS ESTATUTOS CON LA LEY 2001-420 DE 15-05-2001**

25 de noviembre de 2004, n° 66933 **EL TRIBUNAL DE COMERCIO DE AUTUN HA SIDO REUNIDO CON EL TRIBUNAL DE COMERCIO DE LE CREUSOT A CONTAR DEL DÍA 01/01/2000 EN VIRTUD DEL DECRETO N° 99 - 659 DE 30 DE JULIO DE 1999 CON EFECTIVIDAD A CONTAR DEL DÍA 1 DE ENERO DE 2000**

29 de noviembre de 2004, n° 172 **EL TRIBUNAL DE COMERCIO DE ISSOIRE HA SIDO REUNIDO CON EL TRIBUNAL DE COMERCIO DE CLERMONT FERRAND EN VIRTUD DEL DECRETO N° 99 - 659 DE 30 DE JULIO DE 1999 CON EFECTIVIDAD A CONTAR DEL DÍA 1 DE ENERO DE 2000**

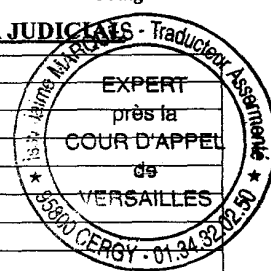
Secretaría Judicial del Tribunal de Comercio de París

EDIT 10/02/2011 13:21:15 2 / 4 (31)

115744543

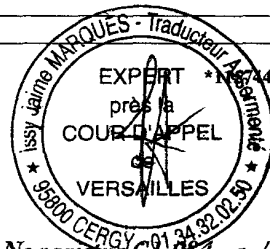
ESTABLECIMIENTOS UBICADOS FUERA DE LA JURISDICCIÓN DE LA SECRETARÍA JUDICIALS

Secretaría Judicial de	NIZA (0605)
Secretaría Judicial de	NARBONA (1104)
Secretaría Judicial de	MARSELLA (1303)
Secretaría Judicial de	CAEN (1402)
Secretaría Judicial de	ANGOULEME (1601)
Secretaría Judicial de	SAINTES (1708)
Secretaría Judicial de	BRIVE (1901)
Secretaría Judicial de	DIJON (2104)
Secretaría Judicial de	ROMANS (2602)
Secretaría Judicial de	BREST (2901)
Secretaría Judicial de	NIMES (3003)
Secretaría Judicial de	TOULOUSE (3102)
Secretaría Judicial de	BURDEOS (3302)
Secretaría Judicial de	MONTPELLIER (3405)
Secretaría Judicial de	RENNES (3501)
Secretaría Judicial de	TOURS (3701)
Secretaría Judicial de	GRENOBLE (3801)
Secretaría Judicial de	DAX (4001)
Secretaría Judicial de	ROANNE (4201)
Secretaría Judicial de	NANTES (4401)
Secretaría Judicial de	AGEN (4701)
Secretaría Judicial de	REIMS (5103)
Secretaría Judicial de	LORIENT (5601)
Secretaría Judicial de	METZ (5751)
Secretaría Judicial de	NEVERS (5802)
Secretaría Judicial de	DUNKERQUE (5902)
Secretaría Judicial de	LILLE (5903)
Secretaría Judicial de	ROUBAIX / TOURCOING (5904)
Secretaría Judicial de	VALENCIENNES (5906)
Secretaría Judicial de	DOUAI (5952)
Secretaría Judicial de	BEAUVAIS (6001)
Secretaría Judicial de	ARRAS (6201)
Secretaría Judicial de	BOULOGNE SUR MER (6202)
Secretaría Judicial de	CLERMONT FERRAND (6303)
Secretaría Judicial de	TARBES (6502)
Secretaría Judicial de	PERPIÑAN (6601)
Secretaría Judicial de	MULHOUSE (TGI) (6852)
Secretaría Judicial de	LYON (6901)
Secretaría Judicial de	CHALON SUR SAONE (7102)
Secretaría Judicial de	ROUEN (7608)
Secretaría Judicial de	MEAUX (7701)
Secretaría Judicial de	MELUN (7702)
Secretaría Judicial de	EVRY (7801)
Secretaría Judicial de	PONTOISE (7802)
Secretaría Judicial de	VERSAILLES (7803)
Secretaría Judicial de	NIORT (7901)
Secretaría Judicial de	AMIENS (8002)
Secretaría Judicial de	TOULON (8305)
Secretaría Judicial de	POITIERS (8602)
Secretaría Judicial de	LIMOGES (8701)
Secretaría Judicial de	BELFORT (9001)
Secretaría Judicial de	NANTERRE (9201)
Secretaría Judicial de	BOBIGNY (9301)
Secretaría Judicial de	CRETEIL (9401)



Secretaría Judicial del Tribunal de Comercio de París

EDIT 10/02/2011 13:21:15 3 / 4 (32)

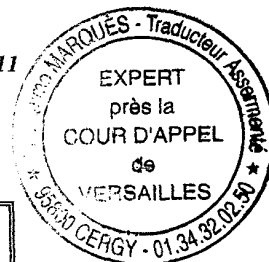


EXTRACTO EXPEDIDO EN PARÍS

el día 10 de febrero de 2011

EL SECRETARIO JUDICIAL *Firma ilegible*

Sello redondo: TRIBUNAL DE COMERCIO - SECRETARÍA JUDICIAL



APOSTILLA

(Convention de la Haye du 5 octobre 1961)

1.- República Francesa

EL PRESENTE DOCUMENTO PÚBLICO

- 2.- ha sido firmado por el Secretario Judicial
3.- quien actúa en calidad de Secretario Judicial
4.- y está revestido del sello del Tribunal de Comercio de París

CERTIFICADO

5. en PARÍS 6.- el día 08 de marzo de 2011
7.- Por el Fiscal General ante el Tribunal de Apelación de PARÍS
8. bajo el número 17 941
9.- Sello / Timbre 10.- 15-03/11 2018732

2 Sellos redondos : Tribunal de Apelación de PARÍS

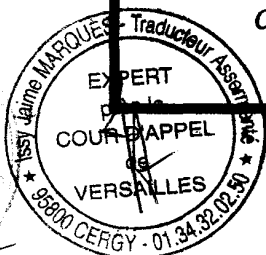
firma ilegible Jean MARTIN, Abogado General
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Vu exclusivement pour certification matérielle
de la signature de

"La Apostilla sólo confirma la autenticidad de la firma y del sello o del timbre estampado en el documento. No significa que el contenido del documento está correcto o que la Republica Francesa aprueba su contenido"

Traducción certificada fiel a su original en
lengua Francesa que he refrendado Ne Varietur sub
N° C1-084 - a - del año 2011.

Cergy-Pontoise, a 10 de Marzo de 2011

Margès





APOSTILLE
(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française
Le présent acte public

2. a été signé par Y. TAÏBI

3. agissant en qualité de Attaché

4. est revêtu du sceau/timbre de Chambre de commerce et de l'Industrie de Paris

Attesté

5. à Paris

16 MARS 2011

6. le

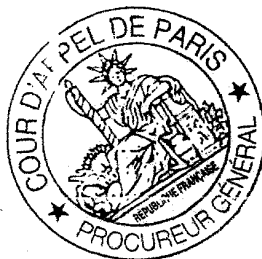
7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris

8. sous n° 19024

9. Sceau :

10. Signature
Jean MARTIN
Avocat général

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"



[Handwritten signature]

sade



Siège social
28, Rue de la Baume
75008 PARIS
Tél. : 01 53 75 99 11
Fax. : 01.53.75.99.09

E - mail : @sade-cgth.fr

PODER ESPECIAL

Por resolución del consejo de la compañía SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique (SADE), según acta firmada por el Presidente y el Secretario, una sociedad constituida bajo las leyes de Francia, con dirección legal en la calle de La Baume, 28 - PARIS 75008 - FRANCE, fue decidido proceder a otorgar esta autorización a favor de la compañía ecuatoriana PBP REPRESENTACIONES C.LTDA., representada por el doctor Carlos Salazar Toscano como Gerente, de modo que pueda llevar a cabo los trámites y cumplir las obligaciones necesarias para establecer una sucursal de la compañía SADE en la República del Ecuador.

Con base en el antecedente expuesto, la sociedad SADE, otorga ala compañía ecuatoriana PBP REPRESENTACIONES C.LTDA., representada por el doctor Carlos Salazar Toscano como Gerente, poder especial, amplio y suficiente, para:

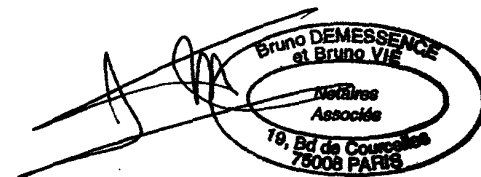
1. Solicitar en toda forma de derecho el otorgamiento de derechos, licencias y autorizaciones para poder cumplir las metas de la compañía en la República del Ecuador.
2. Comparecer ante toda clase de autoridades nacionales, regionales, municipales, públicas y privadas con plena personería para iniciar los trámites de constitución de una sucursal de la compañía SADE.
3. Presentarse a propuestas y convocatorias, concurrir a licitaciones, tramitar toda clase de solicitudes y autorizaciones ante las autoridades pertinentes, efectuar peticiones y obtener concesiones de explotación, efectuar pago de impuestos, tasas, contribuciones, solicitar licencias, registros, firmar y presentar balances, abrir cuentas en los bancos y declaraciones juradas.
4. Cumplir obligaciones y contestar demandas, presentarse a invitaciones y licitaciones que se realicen en la República del Ecuador, firmar todo tipo de solicitudes, cartas de presentación y formularios.
5. En suma realizar todos los actos, trámites y similares que requiera en su condición de apoderado legal de la compañía en el Ecuador, con las únicas restricciones que se detallan expresamente en el presente mandato, sin que su personería pueda tacharse de insuficiente por falta de facultad expresa.

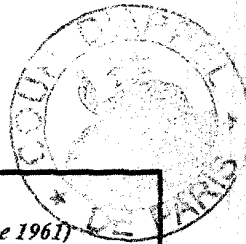
Firmado en Paris, el 9 de marzo del 2011

M. Dominique BOUILLOT
PRESIDENTE DIRECTOR GENERAL

M. Bruno KLIEBER
Secretario del Consejo de Administración

L'un des notaires associés co-signé de la
Société Civile Française, titulaire d'un
Office Notarial à PARIS (9^e arrondissement)
19, boulevard de Courcelles, dont le sceau
figure sur la présente, a constaté
les signatures de (s) M^{rs} Dominique
apposée en contre de Bouillot et
A Paris, le Bruno Klieber
11 Mars 2011





APOSTILLE

(Convention de La Haye du 3 octobre 1961)

1. République française

Le présent acte public

2. a été signé par... VIE

3. agissant en qualité de... Notaire

4. est revêtu du sceau/timbre de... Son étude

Attesté

5. à Paris 11 MARS 2011

6. le.....

7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris

8. sous n° 17709

9. Sceau

Jean MARTIN
Avocat général

10. Signature :

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"



C.

Quito, 20 de marzo de 2009

Señor doctor
Carlos Alfonso Salazar Toscano
Ciudad.-

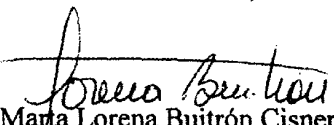
De mi consideración:

La Junta General Ordinaria y Universal de Socios de **PBP REPRESENTACIONES CIA. LTDA.**, en sesión efectuada el día de hoy, decidió reelegirlo para el cargo de GERENTE de la Compañía, por el período de dos años.

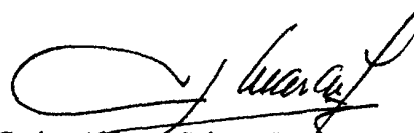
De conformidad con lo establecido en el Estatuto de la Compañía, reformado y codificado mediante escritura pública de 23 de noviembre de 2008, celebrada ante el Notario Vigésimo Noveno del cantón Quito e inscrita en Registro Mercantil del mismo cantón el 5 de febrero de 2009, a usted le corresponde ejercer individualmente la representación legal, judicial y extrajudicial de la Compañía, de acuerdo con el artículo vigésimo tercero del mencionado estatuto codificado.

PBP Representaciones Cía. Ltda. fue constituida mediante escritura pública otorgada el 7 de enero de 1994 ante el Notario Vigésimo Octavo del cantón Quito, inscrita en el Registro Mercantil del mismo Cantón el día 24 de enero de 1994.

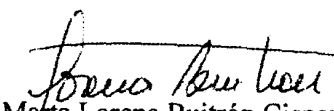
Atentamente,


Marta Lorena Buitrón Cisneros
Secretaria de la Junta

Quito, 20 de marzo de 2009.- En esta fecha, acepto el cargo de Gerente de PBP Representaciones Cía. Ltda.


Carlos Alfonso Salazar Toscano
C.C. 170216859-0

Quito, 20 de marzo de 2009.- En esta fecha, certifico que el doctor Carlos Alfonso Salazar Toscano aceptó el nombramiento que antecede.

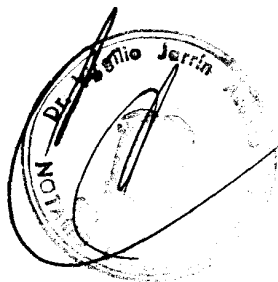

Marta Lorena Buitrón Cisneros
Secretaria de la Junta

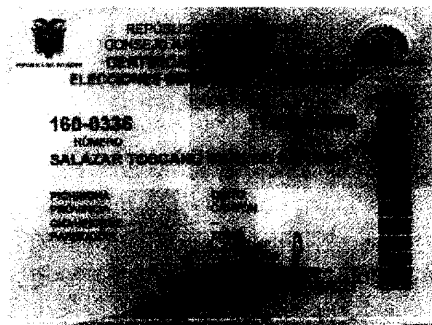
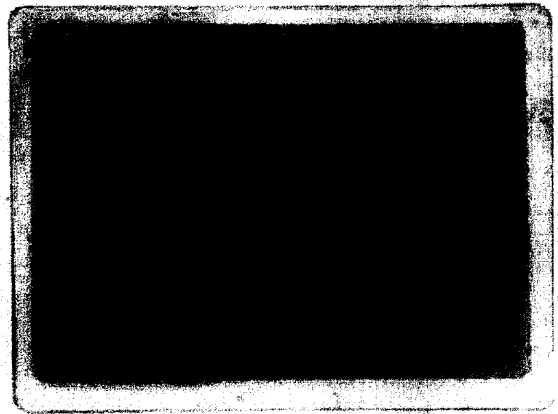
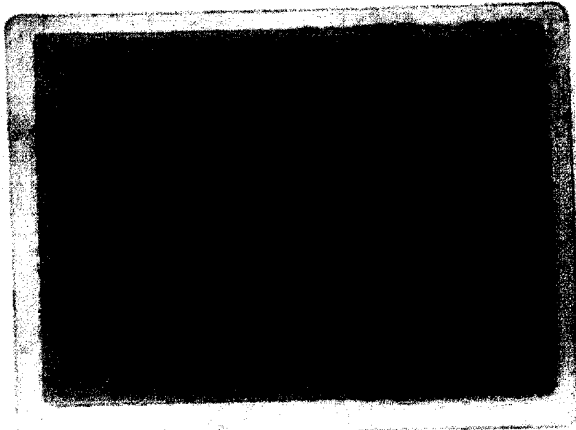
Con esta fecha queda inscrito el presente documento bajo el No. 6206 del Registro de Nombramientos Tomo No. 140

Quito, a 1 Jun. 2009

REGISTRO MERCANTIL


Dr. Raúl Caybar Secaira
REGISTRADOR MERCANTIL
DEL CANTON QUITO





De conformidad con el numeral 5 del Artículo 18 de la Ley Notarial, reformada por el Decreto Supremo Número 2386, de Marzo 31 de 1978, publicada en el Registro Oficial No. 384 del 12 de Abril de 1978, LEY FE: Que la fotocopia precedida, que consta de *una* fojas, exacta al documento original que también se me exhibe. *Cuenta* Indeterminada.- Guayaquil,



20 Jan 2011
Virgilio Jarrin Acuña
Dr. Virgilio Jarrin Acuña
Notario Décimo Tercero
Guayaquil

[Handwritten signature]

SADE - Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique
Société Anonyme au Capital de 13 388 150 euros
Siège Social : 28, rue de La Baume - 75008 PARIS
RCS. PARIS B 562077503

Extracto de Resolución del Consejo de Administración

Reunión de Consejo de Administración de SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique (SADE), llevada a cabo en su sede, en 28 rue de La Baume, 75008 PARIS - FRANCIA, en fecha 4 noviembre 2010.

Presentes:

D. BOUILLOT, Président Directeur général
R. MARTIN, Administrateur
D. VERSANNE, Administrateur
M. RIVARD, Administrateur
A. ROUSSE, Administrateur
J.B. DUFAY, Administrateur
V. ROUZAUD, Administrateur
M. RENEAUME, Administrateur
M. COUTANT, Administrateur

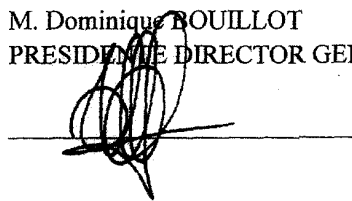
- 1) Presidió la reunión el señor Dominique BOUILLOT, como Presidente del Consejo.
- 2) El Presidente notó que, el aviso previsto de la reunión había sido dado a todos los Directores y existiendo quórum presente, la reunión podía continuar.
- 3) FUE RESUELTO QUE:
 - a) La compañía abrirá una sucursal en Ecuador, con domicilio en Guayaquil, con efecto inmediato. El nombre de tal sucursal será SADE SUCURSAL ECUADOR.
 - b) Las actividades de aquella sucursal incluirán obras y servicios relacionados, en particular, al agua potable y saneamiento, y en general todos los fluidos (gas, telecomunicaciones, aguas industriales) así como trabajos y operaciones comerciales e industriales relacionados a ellas.

- c) La empresa designará como representante legal en Ecuador a la compañía ecuatoriana PBP REPRESENTACIONES C.LTDA., representada por el doctor Carlos Salazar Toscano como Gerente, ciudadano ecuatoriano con cédula de ciudadanía No.170216859-0.
- d) La empresa conferirá un poder a favor de la compañía ecuatoriana PBP REPRESENTACIONES C.LTDA., representada por el doctor Carlos Salazar Toscano como Gerente.

4) Sin más que tratar el Presidente declaró la reunión cerrada.

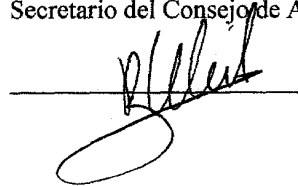
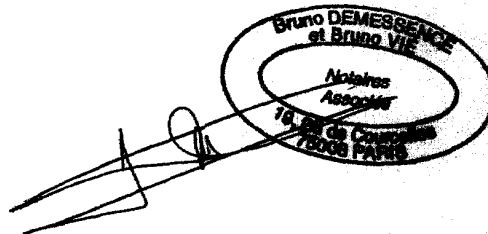
Firmado en Paris, el 9 de marzo del 2011

M. Dominique BOUILLOT
PRESIDENTE DIRECTOR GENERAL



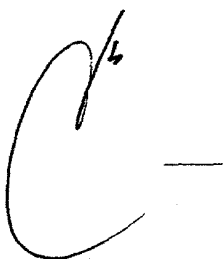
L'un des notaires associés soussigné de la
Société Civile Professionnelle, titulaire d'un
Office Notarial à PARIS (8^e arrondissement)
19, boulevard de Courcelles, dont le sceau
figure sur la présente, certifie véritable
les signatures de (s) *M. Dominique Bouillot*
apposée ci-contre et *Bruno Klieber*.
A Paris, le *11 Mars 2011*

M. Bruno KLIEBER
Secretario del Consejo de Administración

APOSTILLE (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)	
1. République française	
Le présent acte public	
2. a été signé par... <i>V. H.</i>	
3. agissant en qualité de... <i>Notaire</i>	
4. est revêtu du sceau/l'ombre de... <i>Son étude</i>	
Attesté	
5. à Paris	
6. le... <i>11 MARS 2011</i>	
7. par le Procureur général <i>par M. Couffignal de Paris</i>	
8. sous n° <i>13-710</i>	
9. Sceau :	
<i>Jean MARTIN</i> Avocat général	

"L'Apostille certifie seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou l'ombre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"



SADE – Compagnie Générale de Travaux d’Hydraulique

Société Anonyme au Capital de 13 388 150 euros

Siège Social : 28, rue de La Baume – 75008 PARIS

RCS. PARIS B 562077503

Extracto de Resolución de Consejo de Administración

Reunión de Consejo de Administración de SADE Compagnie Générale de Travaux d’Hydraulique (SADE), llevada a cabo en su sede, en 28 rue de La Baume, 75008 PARIS – FRANCIA, el día 30 mars 2011.

Presentes:

D. BOUILLOT, Presidente Director General.
J.C. DOUVRY, Administrador
R. MARTIN, Administrador.
D. VERSANNE, Administrador.
O. BARBAROUX, Administrador
M. RIVARD, Administrador.
A. ROUSSE, Administrador.
J.B. DUFAY, Administrador.
G. KUCH, Administrador.
M. RENEAUME, Administrador.
M. COUTANT, Administrador.

- 1) Presidió la reunión el señor Dominique BOUILLOT, como Presidente del Consejo.
- 2) El Presidente notó que, el aviso previsto de la reunión había sido dado a todos los Directores y existiendo quórum presente, la reunión podía continuar.
- 3) FUE RESUELTO QUE:
 - a) En relación con la resolución adoptada por este Consejo de Administración, en sesión del 4 de noviembre de 2010, asignarle a la sucursal de la compañía que se abrirá en Ecuador, con domicilio en la ciudad de Guayaquil, un capital de DOS MIL 00/100 DÓLARES DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA (US\$2.000,00).
- 4) Sin más que tratar el Presidente declaró la reunión cerrada.

Firmado en París, el 30 mars 2011

M. Dominique BOUILLOT
PRESIDENTE DIRECTOR GENERAL

L'un des notaires associés soussigné de la
Société Civile Professionnelle, titulaire d'un
Office Notarial à PARIS (8^e arrondissement)
19, boulevard de Courcelles, dont le sceau
figure sur la présente, certifie véritable
les signatures de (s) *Dominique Bouillot*
apposées en contre et *Bruno KIEBER*
A Paris, le *31 mars 2011*.

Bouillot
M. Bruno KIEBER
Secrétaire del Consejo de Administración



APOSTILLE

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française

Le présent acte public

2. a été signé par VE DE HESSENCE

3. agissant en qualité de Notaire

4. est revêtu du sceau/timbre de Son étude

Attesté

5. à Paris

01 AVR. 2011

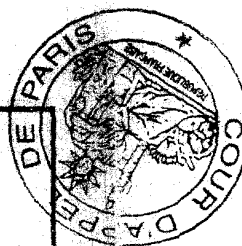
6. le

7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris

8. sous n° 23776

9. Sceau : Jean MARTIN signature : Avocat général

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou
timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est
vrai, que la République française approuve son contenu"



[Handwritten signature]

SEÑOR NOTARIO XIII DE GUAYAQUIL:

Abogada Roxana Aguirre Avilés, a usted respetuosamente comparezco y solicito que, con arreglo a la Ley Notarial y a la disposición contenida en el artículo 24 de la Ley de Modernización del Estado, privatizaciones y prestación de servicios públicos por parte de la iniciativa privada, se sirva hacer constar al pie de la presente, la autenticación de mi firma, con la que doy fe que la traducción al español que efectúo, es fiel y exacta de tres sellos que constan en los documentos que anteceden, suscritos por el notario de París, Francia, señor Bruno Demessence, dos de ellos el 11 de marzo y el último el 31 de marzo de 2011, cuyo texto en español es el siguiente:

TRADUCCIÓN

La unión de notarios asociados, suscritos a la Sociedad Civil Profesional, titular de una Notaría en PARÍS (8° Barrio) 19, Avenida de Courcelles, donde el sello figura sobre el presente documento, certifica que las firmas de los señores Dominique Bouillot y Bruno Klieber puestas sobre él, son firmas auténticas.

En París,

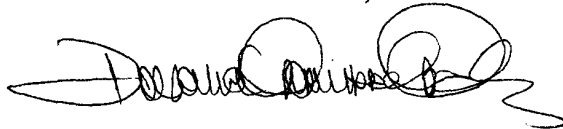
11 de marzo de 2011 (en dos documentos)

31 de marzo de 2011 (en un documento)

Estos sellos anteceden al sello personal del notario en el que consta su nombre, dirección y código postal.

Es todo lo que puedo informar, en honor a la verdad.

Señor Notario,

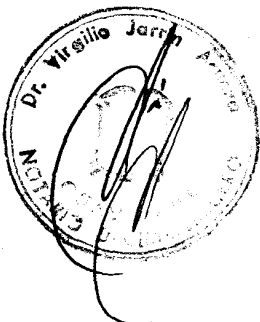


Ab. ROXANA AGUIRRE AVILÉS

Registro #8282

Traductora

C.C. #0908912017



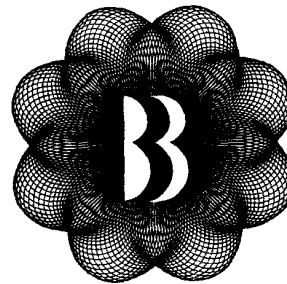
Yo, Doctor Virgilio Jarrin Acunzo, Notario Público Decimotercero del Cantón Guayaquil, DOY FE que de conformidad con el numeral 3ro. del Artículo 18 de la Ley Notarial, la firma ilegible que antecede, corresponde a la señora Abogada **ROXANA MARIA AGUIRRE AVILES**, quien declara tener conocimientos suficientes del idioma francés, como para su traducción, fue puesta ante mi, en el documento que antecede que consta de una foja, agregando que su texto corresponde a la fiel traducción del idioma francés al español del instrumento al que pertenece, siendo su cédula de ciudadanía # **0908912017** Además la firmante declara que es la misma firma y rúbrica que utiliza en todos sus actos públicos y privados.-
Guayaquil, 26 de Abril del 2011.



Virgilio Jarrin Acunzo
Dr. Virgilio Jarrin Acunzo
NOTARIO DECIMOTERCERO
GUAYAQUIL



C

**CERTIFICADO DE INTEGRACION DE CAPITAL**

No.00001IK0013324-7

Certificamos haber recibido en depósito, en Cuenta de Integración de Capital de la siguiente persona jurídica en formación. **SADE-COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D' HYDRAULIQUE XXXXXXXX**

La cantidad de DOS MIL CON 00/100 DOLARES DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA, correspondiente a los aportes hechos por los socios fundadores, en la proporción siguiente:

NOMBRE	CANTIDAD
SADE-COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D' HYDRAULIQUE	\$ 2,000.00
TOTAL	\$ 2,000.00

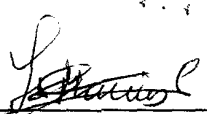
El depósito efectuado en la Cuenta de Integración de Capital se conservará en el Banco como depósito de plazo mayor de conformidad con el Art. 51 de la Ley General de Instituciones del Sistema Financiero, y devengará un interés anual del .75 % , salvo que el retiro se haga antes de que se cumpla el plazo de 31 días.

Entregaremos el capital depositado en la Cuenta de Integración de Capital a que se refiere este Certificado y los intereses respectivos, una vez constituida la persona jurídica, de acuerdo con las instrucciones que recibamos de su representante legal, después de que la autoridad competente que aprobó a la persona jurídica, según sea el caso, nos haya comunicado por escrito su debida constitución, y previa entrega a este Banco de copia certificada e inscrita, tanto de los estatutos aprobados, el nombramiento del representante legal y el registro único del contribuyente.

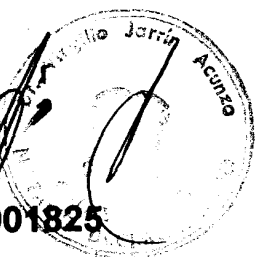
Si la persona jurídica en formación no llegare a constituirse o domiciliarse, los depósitos hechos a que se refiere este Certificado y sus intereses, serán reintegrados a los referidos depositantes, previa autorización de la autoridad competente según el caso.

El presente documento no tiene valor negociable y lo hemos extendido a base de la información y datos que nos han sido proporcionados por los interesados, sin nuestra responsabilidad.

GUAYAQUIL, 13 DE ABRIL DE 2011


BANCO BOLIVARIANO C.A.
FIRMA AUTORIZADA

Nº. 0001825

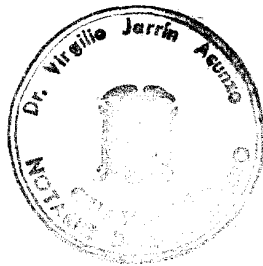


DILIGENCIA DE PROTOCOLIZACION: A petición de la señora Abogada Roxana Aguirre Avilés, protocolizo en -- el Registro de Escrituras Públicas a mi cargo, los documentos que anteceden y que han sido detallados en -- la petición, los mismos que constan de veinticinco -- fojas útiles.- CUANTIA: INDETERMINADA.-----
Guayaquil, Abril 26 del 2.011.-

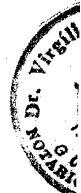
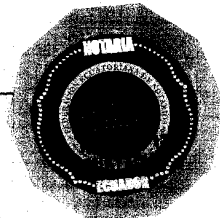


Dr. Virgilio Jarrín Acunzo
Dr. Virgilio Jarrín Acunzo
Notario Decimotercero
Guayaquil

Se protocolizó ante mí, y en fe de ello confiero este CUARTO TESTIMONIO, que firmo y sello en veintiséis fojas útiles en la ciudad de Guayaquil a los veintiséis días del mes de Abril del año dos mil once.-



Dr. Virgilio Jarrín Acunzo
Dr. Virgilio Jarrín Acunzo
Notario Decimotercero
Guayaquil



RAZON: DOY FE que en esta fecha he tomado nota de la disposición contenida en el artículo tercero, de la Resolución No. SC-IJ-DJCPTE-G-11-0002961 de fecha 17 de Mayo del 2011, emitida por el Intendente de Compañías de Guayaquil, al margen de la matriz de la Protocolización de fecha 26 de Abril del 2011.- Guayaquil, 18 de Mayo del 2011.



Virgilio Jarrín Acunzo
Dr. Virgilio Jarrín Acunzo
NOTARIO DECIMOTERCERO
GUAYAQUIL



NUMERO DE REPERTORIO: 28.204
FECHA DE REPERTORIO: 18/May/2011
HORA DE REPERTORIO: 13:04

LA REGISTRADORA MERCANTIL DEL CANTON GUAYAQUIL
1.- **Certifica:** que con fecha dieciocho de Mayo del dos mil once en cumplimiento de lo ordenado en la Resolución N° SC-IJ-DJCPTE-G-11-0002961, dictada el 17 de Mayo del 2011, por el Intendente de Compañías de Guayaquil, AB. VICTOR ANCHUNDIA PLACES, queda inscrita la presente Protocolización de fecha 26 de abril del 2.011 junto con la resolución antes mencionada, la misma que contiene: el permiso para operar de la compañía SADE COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D' HYDRAULIQUE y Poder conferido a favor de PBP REPRESENTACIONES C. LTDA. de fojas 44.873 a 44.924, Registro Mercantil número 8.826. 2.- De conformidad con lo dispuesto en el artículo 33 del código de comercio se ha fijado y se mantendrá fijo en la sala de este despacho bajo el número 175-A un extracto del presente Poder

ORDEN: 28204



S

REVISADO POR:



AB. TATIANA GARCIA PLAZA
REGISTRO MERCANTIL
DEL CANTON GUAYAQUIL
DELEGADA